



Versements du ministère de l'Intérieur (Bureau des Cultes)

Répertoire (F/19/20314/A-F/19/20358)

Par Nadine Gastaldi

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
1994-2010

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_027864

Cet instrument de recherche a été rédigé dans le système d'information archivistique des Archives nationales. Il est en Français.

Il est conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales.

INTRODUCTION

Référence

F/19/20314/A-F/19/20358

Niveau de description

fonds

Intitulé

Versements du ministère de l'Intérieur (Bureau des Cultes)

Localisation physique

Pierrefitte

DESCRIPTION

Présentation du contenu

Origine du fonds.

Les articles décrits dans l'inventaire qui suit ont été versés au Centre historique des Archives nationales en 1994, suite au réaménagement des locaux du Bureau central des Cultes du ministère de l'Intérieur. Ils complètent des articles versés antérieurement et postérieurement au Centre historique des Archives nationales ou au CAC (sans, pour ces derniers, que la distinction chronologique ait été respectée : *c.f.* notamment les versements n° 19870725, 19880081 et 19990252).

La collecte de 1994, faite par moi en accord avec J.-P. Defrance, alors archivistes en mission au ministère de l'Intérieur, a permis une orientation du fonds plus respectueuse des missions respectives du Centre historique des Archives nationales (et de ses Sections) et du CAC. Elle a abouti à 3 versements distincts : l'un à la Section moderne (aujourd'hui Section du XIX^e siècle) qui représente 8 cartons Dimab encore à traiter ; l'un à la Section contemporaine (aujourd'hui Section du XX^e siècle) qui fait l'objet du présent inventaire provisoire ; le dernier au CAC (*c.f.* versement n° 19940566 pour lequel j'ai aussi réalisé un inventaire).

Le présent inventaire.

Le présent inventaire décrit de façon succincte les 45 articles issus du versement de 1994 remis à l'actuelle Section du XX^e siècle. Lors du classement et de la rédaction de l'inventaire, les documents n'ont quasiment pas subi d'éliminations (sauf doubles).

Le classement répond à la logique des compétences du Bureau des Cultes : définition et conseil en matière de politique générale des Cultes ; contrôle sur les associations cultuelles et sur les congrégations ; contrôle sur les dons et legs aux associations cultuelles et aux congrégations ; définition du droit et contrôle relatifs aux édifices cultuels (affectation, usages, travaux etc.) ; conseil en matière d'enseignement confessionnel, etc.

L'inventaire mis aujourd'hui à disposition des lecteurs est encore provisoire car il demande d'ultimes retouches et vérifications.

Le caractère simple, pour sa structure, du présent instrument de recherche permet, par ailleurs et au moins dans un premier temps, l'absence d'un index.

Intérêt du fonds.

Les documents ici présentés couvrent une période par ailleurs assez lacunaire dans la documentation archivistique disponible dans le domaine de l'histoire de la gestion des cultes, à savoir l'Entre-Deux-Guerres et l'immédiat Après-guerre.

Ils sont surtout riches pour les **congrégations** pour lesquelles, dans le cadre de la demande de reconnaissance légale, des indications très riches sont données (par ex., liste des membres, listes des biens).

On notera en fin de classement 3 articles relatifs aux affaires non religieuses en **Alsace-Moselle** issus de la gestion particulière de ce territoire au sein du ministère de l'Intérieur un moment regroupée avec les Cultes dans une direction

commune.

Répertoire (F/19/20314/A-F/19/20358)

F/19/20314/A

Politique et administration générales des Cultes.

[1933]-1964

Dossier 1

L'État et les cultes : réflexion générale.

[1933]-1964

Pièces 1 à 10

note anonyme sur le projet de Louis Canet 1, d'imposer l'obligation de citoyenneté française pour les ministres des cultes, [1933].

note [d'André] Lavagne 2, sur « une politique religieuse de l'État français », 1941.

important article de Michel Audibert 3, sur le statut des cultes en France pour la *Documentation communale*, 1964.

rapport de Paul Ernewein 4 en faveur d'une indemnité pour travaux supplémentaires à allouer à M. Burger, attaché de préfecture à Strasbourg (Bas-Rhin), 1962.

1. Conseiller au ministère des Affaires étrangères pour les Affaires religieuses, de 1920 à 1946.

2. Conseiller d'État, membre puis chef du cabinet civil du gouvernement de Vichy, de 1941 à 1943, date à laquelle les autorités allemandes qu'il veut contrer le font renvoyer.

3. Chef du bureau des Cultes au ministère de l'Intérieur, de 1950 à 1973.

4. Chef du bureau des Cultes des départements du Rhin et de la Moselle, de 1954 à 1976.

Dossier 2

Propositions de résolution de loi pour le respect de l'article 2 de la loi de Séparation et affaires connexes, 1956-1958

Pièces 11 à 95

propositions de résolution présentées à l'Assemblée nationale (n°86, 134 et 225, session ordinaire de 1955-1956) pour le respect de l'article 2 de la loi de Séparation, importante note en réponse au ministre de l'Intérieur par M. Audibert, et documentation 1, 1955-1956.

sujet de concours ou d'examen et corrigé, relatifs à la participation des préfets à des cérémonies religieuses, et documentation en rapport (presse et coupures de presse), s.d. et 1951-1959.

1. Notamment sur Maurice Deixonne, député du Tarn de 1946 à 1958, et important rapport sur « le Saint-Siège et les élections françaises », du 1^{er} février 1956 ; aussi presse et coupures de presse.

F/19/20314/B-F/19/20318

Législation générale sur les congrégations. (1305) XXXX-XXXX.

F/19/20314/B

Dossier 1

Statut légal des congrégations (1305)

1911-1945 et s.d.

Pièces 1 à 196

9 importantes notes émanant du Bureau des Cultes sur la question des congrégations, s.d. et 1911-1932 ; relevé des textes juridiques de références, sur la même question, de 1305 à 1912, dont 1 note anonyme « sur les attributions respectives des ministères de l'Intérieur, des Finances et de la Justice sur l'exécution des lois sur les congrégations », s.d.

proposition de loi Pebellier 1939-n°5626 « tendant à réaliser l'égalité des droits de tous les citoyens français par les modifications des lois de 1901 et 1904, relatives aux droits d'association et d'enseignement des religieux et des congrégations religieuses » et note de Pierre Sauret 1 sur cette proposition, 1939.

proposition de loi Miellet - Polimann 1939-n°5742 « tendant à rendre aux religieux anciens combattants le bénéfice des droits communs à tous les citoyens français », 2 notes de [P. Sauret] et presse 2 y afférentes.

notes, correspondances et presse 3 relatives aux sort des religieux anciens combattants et au statut des congrégations en France (dossier réuni par Berthouin, secrétaire général du ministère de l'Intérieur), 1936-1940, dont : vœux d'associations d'anciens combattants ou de Conseils généraux de département, 1936-1940 ; note de P. Sauret sur la circulaire Malvy, 14 oct. 1939 ; note de [L. Canet] sur un entretien avec Mgr Courbe, délégué par le c^{al} Verdier, sur les questions de l'école libre et des congrégations suite à la lettre de Pie XII répondant à celle des cardinaux et archevêques de France sur la guerre, 20 février 1940.

ensemble de notes et projets du Bureau des Cultes sur le statut des congrégations, notamment de P. Sauret, et correspondance à ce propos entre celui-ci et L. Canet, 1939-1940.

note d'A. Lavagne sur les revendications de la Ligue des droits des religieux anciens combattants (DRAC), des 4-8 août 1941, et correspondance et presse 4 y afférentes, 1937-1941.

rapport 5 sur les congrégations, à la demande d'Adrien Tixier, ministre de l'Intérieur, par André Latreille 6 et M. Audibert, 1945.

1. Sous-préfet hors classe, P. Sauret est alors rédacteur principal au Bureau des Cultes dont il devient sous-directeur de 1940 à 1944.

2. Dont *La semaine catholique du Gévaudan*, 67^e année, n°25 du 23 juin 1939.

3. Dont brochure *Les lois anti-religieuses de 1904 trahissent la France...* de Raoul Follereau, président de la ligue d'Union latine (Paris : la Ligue de l'Union latine, s.d.et n° 129 et 133 du journal *L'Œuvre latine*, février et juin - juillet 1939 ;

4. Dont *La semaine religieuse du diocèse de Viviers*, 57^e année, n°43, du 28 oct. 1938 ; le *Bulletin religieux du diocèse de La Rochelle et saintes*, [janvier 1939] ; *La semaine catholique du Gévaudan*, 67^e année, n°35 du 1^{er} sept. 1939.

5. La partie du rapport sur « le régime fiscal des congrégations », due à M. Audibert et Partrat est manquante.

6. Sous-directeur des Cultes en 1944-1945 mais, surtout, professeur d'histoire moderne à l'Université de Lyon, de 1945 à 1971.

Dossier 2

Application aux ecclésiastiques des lois sociales, (1762)

1911-1934

Pièces 197 à 230

- Application aux religieuses hospitalières de la loi du 5 avril 1910 sur les assurances sociales : correspondance échangée avec le ministère du Travail, notes en réponse du Bureau des Cultes et circulaires du ministre du Travail n°2 et 4 des 10 et 29mars 1911, 1911.
correspondance échangée avec le ministère du Travail et le préfet d'Ille-et-Vilaine à propos des religieuses, Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, employées par le bureau de bienfaisance de Rennes (Ille-et-Vilaine), note en réponse du Bureau des Cultes et copie du « règlement du bureau de charité établi en la ville de Rennes sous le titre de *la Marmite des pauvres* » en date du 5 mai 1762, (1762)-1911.
correspondance échangée avec le ministère du Travail et le préfet de la Meuse à propos de

l'aumônier et des religieuses employés par l'asile départemental d'aliénés de Fains (Meuse), 1911.
correspondance échangée avec le ministère du Travail au moment de la mise en place de la
Commission 1 de coordination des régimes spéciaux des employés départementaux, commu-naux
et des établissement publics, 1929.

- Application aux ecclésiastiques de la loi du 11 août 1926 sur l'emploi des travailleurs étrangers :
correspondance échangée avec le ministère du Travail suite à une question posée par le préfet du
Bas-Rhin, 1934.

presse 2 relative aux questions des ecclésiastiques travailleurs, 1911-1931.

1. Présidée par M. Plytas, inspecteur général des services administratifs au ministère du Travail.
2. Dont *La semaine religieuse du diocèse de Mende*, 59^e année, n°1 du 2 janvier 1931.

Dossier 5

Application de la loi du 14 janvier 1933 sur les élections aux Conseils départementaux de
l'Assistance publique et privée,

. établissement de la liste des congrégations pouvant voter :

- correspondance échangée avec le ministre de la Santé publique, notamment sur sa note aux
préfets du 22 mars 1934 et sur sa note du 16 juin 1934 au ministre de l'Intérieur l'interrogeant sur
le cas des établissements en instance de reconnaissance de congrégations déjà reconnues, tels
certains établissements des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, et note en réponse,
1934.

- listes d'établissements adressées par les congrégations suivantes : l'Œuvre du Saint-Cœur de
Marie (rue Picpus, à Paris) ; Dames de Saint-Thomas-de-Villeneuve ; Sœurs aveugles de Saint-
Paul (rue Denfert, à Paris) ; Sœurs servantes de Marie ; Sœurs du sacré-Cœur de Coutances ;
monastère Notre-Dame de Charité, dit de saint-Michel (à Chevilly par l'Hay, Seine) ; Filles du
Divin Rédempteur ; Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, 1934 et s.d.

- presse 1, 1934.

- liste des établissements congréganistes pouvant voter, par départements 2 (plus l'Algérie),
[établie par P. Sauret, 1934].

- Journal officiel (66^e année, n°155, des 2 et 3 juillet 1934), publiant la liste des œuvres de
bienfaisance privée électriques aux Conseils départementaux de l'Assistance publique et privée.

. révision de la liste établie en 1934 :

- ampliatiions de 11 décrets présidentiels reconnaissant les établissements congréganistes suivants,
1930-1938 : Petites Sœurs des Pauvres à Sin-le-Noble (Nord) ; Sœurs de la Compas-sion de
l'Hermitage à Villersexel (Haute-Saône) ; Sœurs de Marie Joseph du Dorat à Créteil (Seine) ;
Sœurs franciscaines de Calais à Blendecques (Pas-de-Calais) ; Filles de La Charité de Saint-
Vincent-de-Paul à Boisguillaume (Seine-Inférieure), à Bordeaux (Gironde), à Paris (rue Pierre
Nicole), à Marseille et à Bourg-la-Reine (Seine) ; Sœurs de la Miséricorde de Sées à Carentan
(Manche) ; Sœurs de la Charité de la Présentation de la Vierge de Saint-Symphorien-les-Tours à
Onzain (Loir-et-Cher).

- correspondances relatives à l'Œuvre de la Providence (orphelinat) à Marseille (Bouches-du-
Rhône), aux établissements des Sœurs de la Providence d'Alençon à Alençon et Vimoutiers (Orne)
et à Baugé (Sarthe), l'Association hospitalière du Prado (dit hôpital Saint-Joseph) à Marseille,
l'Œuvre hospitalière de Marseille (asile de nuit pour hommes), l'Association hospitalière de Saint-
Jean-de-Dieu [à Marseille], l'Oratoire Saint-Léon [à Marseille] et les établissement des Sœurs de
Notre-Dame de Lorette, dites de Saint-Joseph de la Sainte-Famille de Bordeaux, 1933-1935 et s.d.

-

Pièces 231 à 282

Journal officiel (70^e année, n°113 du 13 mai 1938).

note du Conseil d'État sur le droit de surveillance générale des établissements congréganistes, relevant du ministre de l'Intérieur, 1941.

1. *La Semaine religieuse Paris*, 91^e année, n°4192 du 12 mai 1934 ; *Semaine religieuse du diocèse de Nîmes*, n°19 du 13 mai 1934.

2. Manquent les Hautes-Alpes, la Corse, les Landes, les Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Seine.

F/19/20315

Législation générale sur les congrégations et application (dossiers de « doctrine »).

1919-1951 et 1971

Dossier 1

Rétablissement de l'enseignement congréganiste,

. loi du 3 septembre 1940 abrogeant l'article 4 de la loi du 7 juillet 1904 : ampliation, notes de P. Sauret, correspondance sur le statut des congrégations anciennement autorisées et interdites en 1904 et sur leurs biens (échangée entre le ministre de l'Intérieur, le Garde des Sceaux et le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre,), 2 tableaux établis par les Domaines relatifs à la liquidation des congrégations dissoutes au 1^{er} février 1941 et presse, 1940-1941.

. avis du Conseil d'État du 4 septembre 1941 sur la loi du 3 septembre 1940 : note de P. Sauret, saisine du Conseil par le ministre de l'Intérieur, rapport en section de L. Canet du 3 sept. 1941 (copie), avis du Conseil dans sa séance du 4 sept. 1941 (extrait du registre de délibération), lettre en rapport d'A. Lavagne, 1941-1959.

. circulaire du ministre de l'Intérieur du 24 avril 1942 pour l'application de la loi du 3 septembre 1940 : correspondance préparatoire échangée entre le ministre de l'Intérieur, celui de l'Éducation nationale et le Président du Conseil, circulaire (minutes), correspondance diverse y faisant suite, note en rapport de M. Audibert sur les Sœurs de la Charité de Notre-Dame d'Évron, 1941-1960.

. notes et correspondance relatives aux congrégations enseignantes, 1919-1951 et s.d., dont : décret d'administration publique du 17 juin 1905 déterminant les mesures propres à assurer l'exécution de la loi du 7 juillet 1904 (copie) ; note sur l'accueil des pupilles de la Nation dans des établissements congréganistes, 1919 ; notes sur la reconstitution des congrégations enseignantes, 1922 ; note sur les religieuses employées dans des établissements privés d'enseignement, 1925 ; note sur la situation juridique des congrégations enseignantes, [1951].

1940-1960

Pièces 1 à 88**Dossier 2**

Loi du 8 avril 1942 sur la reconnaissance légale des congrégations par décret du chef de l'État et attribuant aux congrégations reconnues les biens non liquidés des congrégations supprimées suite aux lois de 1901 et 1904,

. travaux préparatoires à la loi du 8 avril 1942, 1941-1942 : divers projets de la loi et de ses attendus, notes de P. Sauret, correspondance 1 échangées entre les ministres de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères, arbitrage sur leurs positions respectives.

. loi du 8 avril 1942 : texte (*Journal officiel*, 74^e année, n°92 du 17 avril 1942, p. 1446), extension aux Antilles (*Journal officiel*, 74^e année, n°115 du 14 mai 1942, p. 1770) et à l'Algérie (note de P. Sauret, du 19 mai 1942, réponse de la Sous-Direction de l'Algérie au ministère de l'Intérieur et *Journal officiel*, 74^e année, n°186 du 5 août 1942, p. 2683).

. notes et correspondance relatives à l'application de la loi du 8 avril 1942, dont : 7 projets d'avis conformes de reconnaissance pris en Conseil d'État ; note sur la dévolution des biens des associations diocésaines, notamment celle de Tarbes et Lourdes, s.d. ; correspondance avec le ministre des Affaires étrangères sur l'envoi de novices français en pays étrangers, et avec Auguste Rivet, doyen de la Faculté catholique de droit de Lyon, 1941 ; importante instruction du Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, du 1^{er} mars 1943, relative à l'exécution de la loi du 8 avril 1942 (projet et état définitif imprimé) ; note de [M. Audibert] sur le délit de congrégation, [1945] ; correspondance échangée avec le du Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre sur la liquidation des biens des congrégations, 1947 ; correspondance entre M. Audibert et A. Lavagne sur la demande de reconnaissance présentée par les Frères de Saint-Gabriel et sur le bénéfice de l'article 1 bis de la loi du 8 avril 1942, 1971.

. questions fiscales en relation avec la loi du 8 avril 1942, 1942-1943.

. presse relative à la loi du 8 avril 1942, 1942 et s.d.

1941-1947 et 1971

Pièces 89 à 275

1. Notamment importante lettre du ministre de l'Intérieur au Garde des Sceaux du 15 juillet 1941.

Dossier 3

Loi du 25 mars 1943 sur la tutelle des congrégations en matière de dons et legs 1

1943

Pièces 276

1. Dossier ne contenant que le texte de loi : *Journal officiel*, 75^e année, n°110 du 8 mai 1943.

Dossier 4

Modification des statuts de congrégations hospitalières redevenues enseignantes en exécution des lois du sept. 1940 et 8 avril 1942

Les dossiers comprennent, en général, un échange de correspondance avec le préfet du lieu d'établissement de la congrégation et avec le Conseil d'État ainsi qu'un exemplaire des statuts modifiés par décision ministérielle. Ils devraient aussi contenir les pièces suivantes, à fournir : la demande de modification de statut (sur timbre) présentée par la supérieure de la congrégation, les anciens statuts, les statuts proposés, l'attestation de l'évêque concerné, la liste des sœurs diplômées et l'avis de l'inspecteur d'Académie. 1

. Dossiers relatifs aux :

- Sœurs de Saint-Joseph de Bourg (statuts modifiés le 8 avril 1943).

À noter : 3 listes de sœurs diplômées (baccalauréat, brevet supérieur et brevet élémentaire) ; les statuts modifiés manquent.

- Sœurs de la Doctrine chrétienne, dites de la Sainte-Enfance de Digne (statuts modifiés le 7 sept. 1942).

À noter : la liste de sœurs diplômées et l'attestation de l'évêque manquent.

- Sœurs de la Sainte-Famille de Villefranche-de-Rouergue (statuts modifiés le 2 mars 1944).

À noter : une 1^{ère} demande de modification, du 10 mai 1943, énumère les actifs de la congrégation et, par établissement, ses immeubles ainsi que la liste complète des sœurs avec leurs date et lieu de naissance ; une 2^{nde} demande de modification, du 20 janvier 1944, précise les diplômes obtenus par les sœurs destinées à l'enseignement ; l'attestation de l'évêque et l'avis de l'inspecteur d'Académie manquent ; brochure « Petit bulletin de la Congrégation de la Sainte-Famille de Villefranche-de-Rouergue » (27^e année, n°77 de septembre 1943).

- Sœurs hospitalières de Notre-Dame de Grâce, dites de Saint-Thomas de Villeneuve d'Aix (statuts modifiés le 18 mai 1943).

À noter : la liste de sœurs diplômées, l'attestation de l'évêque et l'avis de l'inspecteur d'Académie manquent.

- Sœurs de la Charité de Bourges (statuts modifiés le 8 février 1944).

À noter : liste des sœurs diplômées indiquant leur établissement d'exercice et leurs date et lieu de naissance ; l'attestation de l'évêque et l'avis de l'inspecteur d'Académie manquent.

- Sœurs de la Charité, Présentation de la Sainte-Vierge de Tours (statuts modifiés le 24 novembre 1942) 2.

À noter : listes des établissements ayant repris ou voulant reprendre leur fonction enseignante, du 9 juillet 1942 ; la liste de sœurs diplômées, les attestations d'évêques et les avis des inspecteurs d'Académie manquent.

- Sœurs de Saint-Martin de Bourgueil (statuts modifiés le 24 novembre 1942) 3.

À noter : liste des établissements ayant repris leur fonction enseignante, [nov. 1942] ; la liste de sœurs diplômées, les attestations d'évêques et les avis des inspecteurs d'Académie manquent.

- Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur d'Angers (statuts modifiés le 14 décembre 1943).

À noter : le dossier ne comprend que les statuts modifiés et de la correspondance avec le préfet et le Conseil d'État.

1942-1944

Pièces 277 à 444

1. Un dossier relatif aux Sœurs de Saint-Joseph de Cluny a été perdu dans les bureaux mêmes des Cultes.

2. Ce dossier évoque aussi les Sœurs de Saint-Martin de Bourgueil.

3. Ce dossier évoque aussi les Sœurs de la Charité, Présentation de la Sainte-Vierge de Tours.

Dossier 5 (suite)

- Sœurs de Saint-Charles de Lyon (statuts modifiés le 10 août 1944).

À noter : « état des diplômés dans la congrégation de St Charles en 1944 » 1, 26 juillet 1944 ; correspondance avec A. Rivet, doyen de la faculté catholique de droit de Lyon ; les attestations d'évêques et les avis des inspecteurs d'Académie manquent.

- Sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve (statuts modifiés le 10 février 1944).

À noter : la liste de sœurs diplômées et l'attestation de l'évêque manquent.

1. Ne donne qu'un tableau chiffré par niveau de diplômés.

F/19/20316

Dossier 1

Agrément des religieuses hospitalières : loi du 4 avril 1941, décret du 17 avril 1943 et leur application

* contrat type entre une congrégation et un établissement hospitalier, sd.

* projet de convention entre les Sœurs de Saint-Charles et l'hospice d'Arlanc (Pas-de-Calais), 1950.

* convention entre les Filles de la Charité et de l'Instruction chrétienne de Nevers et les hospices de Saint-Étienne (Loire), 1949-1950.

* convention entre les Sœurs de la Charité de Nevers et l'hôpital de Castelnaudary (Aude), 1950.

* convention entre les Sœurs de Sainte-Marthe et l'hospice de Thoissey (Ain), [1946].

* convention entre les Sœurs de Saint-Joseph-de-Bourg et l'hospice de Cerdon (Ain), 1946.

* note sur les religieuses dans les hôpitaux, s.d.

* presse.

1941-1950

Dossier 2

Loi du 21 décembre 1941 relative aux hôpitaux et hospices publics
(note ; correspondance ; texte de loi, 1941)

1941-1945

Dossier 3

Indemnités allouées aux institutions recevant des mineurs délinquants : circulaire du Garde des Sceaux relative aux œuvres qui reçoivent des mineurs en exécution de la loi du 22 juillet 1912

1942-1943

Dossier 4

Rétrocessions d'immeubles

1919-1948

Dossier 5

Situation légale des congrégations enseignantes à la suite de la loi du 3 septembre 1940 : enquête

* Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul ;

* Filles du Saint-Esprit de Saint-Brieuc ;

* Filles de la Providence de Saint-Brieuc ;

* Sœurs de Saint-Paul de Chartres ;

* Sœurs du Saint-Joseph de Lyon.

1959-1960

Dossier 6

Congrégations en instance de reconnaissance légale
(importante liste commentée de 29 p.)

1922

Dossier 7

Établissements enseignants de congrégations reconnues en instance d'autorisation

* Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul : établissement d'Alfortville (Val-de-Marne).
(liste des membres ; statuts)

* Sœurs de la Charité dites du Saint-Sacrement de Bourges : établissement de Saint-Amand-Montrond (Cher) : acquisition du pensionnat Saint-Joseph à Saint-Amand-Montrond.
(2 plans)

* Sœurs de l'Enfant-Jésus de Chauffailles : établissement de Mellecey (Saône-et-Loire).

1943-1962

F/19/20317

Dossier 1

Décrets de reconnaissance légale de congrégations et décrets d'autorisation d'établissements particuliers

1940-1946

Dossier 2

Demandes de reconnaissance légale présentées par des congrégations après la Libération

- * Sœurs de l'Immaculée Conception de Castres (ou Sœurs bleues de Castres) 1.
- * Religieuses de Saint-Dominique de Ganges.
- * Franciscaines de Notre-Dame du temple à Charbonnières.
- * Dominicaines de Béthanie 2.
- * Dominicains de Paris.
- * Clarisses de Nancy.
- * Petits Frères de Marie (ou Maristes) de Saint-Genis-de-Laval..
- * Frères de la Société de Marie (ou Marianistes).
- * Sœurs de la Présentation Sainte-Marie à Châtel par Cousance.
(liste des sœurs en 1952 ; statuts)

(1901) -1968

1. *A signaler* : *Bulletin des Soeurs de l'Immaculée Conception de Castres*, n°38 (juillet 1940) ; n°40 (avril 1941) ; n°43 (janvier 1942) ; n°47 (janvier 1943) ; n°48 (avril 1943).

2. *A signaler* : bulletins *Misericordia* n°31 (sept.-oct. 1951) ; n°65 (janvier-mars 1958) ; n°66 (avril-juin 1958) ; n°72 (oct.-déc. 1959) ; n°76 (oct.-déc. 1960).

3. Document en pièce justificative. Le dossier lui-même commence en 1945.

F/19/20318

Dossier 1

Cartes d'identités délivrées aux religieuses de nationalité étrangère et droit de taxe sur ces cartes

1921-1962

Dossier 2

Demandes de subvention présentées par des congrégations

notamment :

- * Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.
- * Filles des Sacrés Cœurs de Picpus.
- * Frères des Écoles chrétiennes de Talence.
- * Bénédictines missionnaires pour le prieuré Sainte-Batilde de Vanves.
- * Sœurs de Marie-Joseph du Dorat.

1942-1946

Dossier 3

Union nationale des Religieuses des congrégations d'actions hospitalières et sociales

1954-1957

Dossier 4

Suppressions de maisons-mères faisant double emploi après la Libération

- * Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur d'Angers à Illzach 1 (ou Modenheim) (Haut-Rhin).
- * Sœurs de la Doctrine chrétienne de Nancy à Château-Salins 2 (Meurthe et Moselle)
- * Sœurs de la Divine Providence de Ribeauvillé à Frasné-le-Château 3 (Haute-Saône), avec dossier sur l'acquisition du château en 1872

(plan cadastral ; constitution en 1930 ; publication sur "L'École de Saint-Joseph de Frasne-le-Château", s.d.)

(1872) -1956

1. Décret de suppression du 18 novembre 1953.
2. Décret de suppression du 3 février 1955.
3. Décret de suppression du 1^{er} juin 1956.
4. Document en pièce justificative. Le dossier lui-même commence en 1953.

F/19/20319-F/19/20326

Dossiers particuliers des congrégations masculines. XXXX-XXXX
(ordre alphabétique des noms de congrégations)

F/19/20319

Assomptionnistes et Bénédictins.

Dossier 1

Assomptionnistes (ou Augustins de l'Assomption) : affaires diverses

- * demandes d'entrées en France de religieux étrangers, 1942-1947.
- * revue Missions des Augustins de l'Assomption, 1942-1943 1.

1942-1947

1. N°472 (nov.-déc. 42) ; n°473 (janv.-fév. 1943) ; n°474 (mars-avril 1943) ; n°476 (juillet-août 1943) ; n°477 (sept.-oct. 1943 ; 2ex.).

Dossier 2

Bénédictins : presse générale 1

1918-1946

1. Quelques pièces seulement.

Dossier 3

Bénédictins de la Congrégation de France (Solesmes) : affaires diverses

- a. congrégation dans son ensemble et abbayes de Ligugé (Vienne), de Reray (Allier), de Solesmes (Sarthe), de Paris et de Marseille, 1917-1924.
(correspondance ; presse)
- b. abbaye Sainte-Marie de Paris, 1923-1935.
- c. abbaye de Saint-Wandrille (Saint-Wandrille-Rançon, Seine-Maritime) : reconstitution en 1930 ; attitude pendant la guerre de 1939-1945.
- d. abbaye de Solesmes, 1921-1937 : Bénédictins et Bénédictines établis à Solesmes en 1925 ; constitution de la Société immobilière de l'abbaye de Solesmes en 1935.
- e. brochure Ordo divini officii sacrique peragendi juxta ritum romano monasticum in abbatia S. Petri de Solesmis et in ceteris monasteriis congregationis S. Petri de Solesmis O. S. Benedicti, éditons 1931, 1934, 1935, 1938 et 1944.

1917-1945

Dossier 4

Bénédictins du Sacré-Cœur de Jésus et du Cœur Immaculé de Marie (La Pierre-qui-Vire) : affaires diverses

- a. congrégation dans son ensemble, 1917-1937 : demande d'autorisation de reconstitution en 1919 ; relation de l'Institut agricole de Notre-Dame-des-Champs à Pau et du couvent de Bellocq

(Urt, Basses-Pyrénées) ; couvent de Castres (Tarn) ; couvent de Kerbénéat (Plouneventer, Finistère) ; couvent de Saint-Benoît-sur-Loire (Loiret) ; revue L'Ange du Purgatoire 1. (correspondance ; notes ; presse).

b. couvent de Bellocq

(presse, 1922 ; note, 1940)

c. couvent de Dourgne (Tarn) (Bénédictins d'En-Calcat en Palestine), 1917-1931 : enquête de 1917 ; droit de vote des moines 2, 1923-1925 ; école Saint-Benoît d' En-Calcat (Dourgne, Tarn) ; couvent de Besalu (Espagne), en 1918.

(correspondance sur l'ouverture de l'école d'En-Calcat en 1920 ; note sur l'école d'En-Calcat, 1924 ; presse, 1920-1931).

d. couvent de la Pierre-qui-Vire (Saint-Léger-Vauban, Yonne), 1921-1936 : reconstitution, 1921-1922 ; droit de vote des moines 3, 1923-1927 ; affaires diverses.

(correspondance ; presse)

1917-1940

1. [9] numéros de janvier 1918 à janvier-février 1919.

2. Importante note sur le couvent à cette occasion.

3. Importante note sur le couvent à cette occasion et liste des moines en 1925.

Dossier 5

Bénédictins de la Congrégation de France (Solesmes) : abbaye de Haute-Combe (Saint-Pierre-de-Curtille, Savoie)

* substitution des Bénédictins 1 aux Cisterciens et demande de reconnaissance légale, 1922.

* centenaire de Hautecombe, 1927.

* élections de Dom Laure puis de Dom Dupriez, 1923 et 1943.

* presse, 1922-1978.

* revue Bulletin de l'abbaye de Hautecombe 2, 1942-1980.

* étude de la situation juridique de l'abbaye de Hautecombe en 1948, propriété privée, notamment à cause de la succession des rois d'Italie, ses héritiers légaux, et question de l'inhumation de Victor-Emmanuel III.

(note de Gabriel Le Bras, conseiller pour les affaires ecclésiastiques à la Direction d'Europe du ministère des Affaires étrangères, 1947 ; note de Fr. Méjean, 1948)

* nouvel examen de la situation juridique de l'abbaye de Hautecombe à l'occasion du legs Baille, 1951-1960.

* situation juridique de l'abbaye de Hautecombe en 1967 et 1987.

1922-1978

1. Moines venus de Sainte-Magdeleine de Marseille, réfugiés en Italie.

2. N°10, oct. 1942 ; n°11, nov. 1942 ; n°19, juillet 1943 ; n°20, août 1943 ; n°27, mars 1944 ; n°28, avril 1944 ; n°13, janv.-mars 1954 ; n°27, juillet-sept. 1957 ; n°35, juillet-sept. 1959 ; n°109, janvier-mars 1978 ; n°120, oct.-déc. 1980.

F/19/20320

Camilliens et Capucins.

Dossier 1

Camilliens (ou Pères de Sainte-Camille, ou Ordre des clercs réguliers, ministres des Infirmes) demande de reconnaissance légale de 1943 et affaires diverses

a. demande de reconnaissance légale de 1943 pour les établissements de Bry-sur-Marne (Seine), siège de la congrégation ; Angers ; Théoule-sur-Mer (Alpes-Maritimes) ; Lyon (Rhône) ; Marbach

(Haut-Rhin) ; Arras ; Nierderwiller (Moselle).

(listes des membres ; statuts ; histoire de l'ordre ; états des biens, budget de l'hôpital ; revues "Le Petit courrier Camillien" 1, "Consoler" 2, "Charité" 3, "Semaine religieuse du diocèse d'Arras, Boulogne et Saint-Omer" 4 et "Bulletin mensuel de la pieuse association des Malades et des serviteurs des malades" 5 ; brochure "saint Camille et les Camilliens" de 1941, pour Paris et Lyon)

b. demandes d'entrée en France de religieux étrangers, 1945.

c. affaires diverses, 1901-1937.

d. presse.

(1901)-1945

1. N°126, 15 février 1938.

2. N°145, nov.-déc. 1942 ; n°146, janvier 1943.

3. N°2, mars-avril 1959 ; n°5, sept-oct. 1961.

4. N°16, 19 avril 1934 ; n°47, 21 nov. 1935 ; n°8, 25 février 1937 ; n°43, 25 nov. 1937 ; n°42, 17 nov. 1938.

5. N°8, 15 août 1904.

Dossier 2

Camilliens : demande de reconnaissance d'utilité publique par les associations gérant les hôpitaux de Paris (boulevard Saint-Germain) et de Bry-sur-Marne (Val-de-Marne), desservis par des Camilliens

1936-1942

Dossier 3

Capucins : établissement de Périgueux

* recherche du décret d'attribution de l'ancien couvent des Capucins à la Ville de Périgueux (Dordogne), en 1911.

1943-1944

F/19/20321-F/19/20322

Chartreux. XXXX-XXXX.

F/19/20321

Dossier 1

Attribution des biens dépendant de la Grande Chartreuse à l'hospice de Saint-Laurent-du-Pont (Isère)

a application de la loi du 2 janvier 1913 attribuant l'actif de la liquidation des biens de la Grande Chartreuse à l'hôpital-hospice de Saint-Laurent-du-Pont et préparation de la loi du 19 janvier 1924

(notes et correspondance entre le ministre des Finances, le directeur général des Domaines, le préfet de l'Isère, le directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques du ministère de l'Intérieur puis le ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la prévoyance sociales, et le directeur de l'Administration départementale et communale au ministère de l'Intérieur, 1913-1922 ; brochure « Hôpital-hospice de Saint-Laurent-du-Pont, décret constitutif du 15 septembre 1914, arrêté ministériel du 22 septembre 1914, règlement du service intérieur du 3 novembre 1914 »)

b loi du 24 janvier 1924 attribuant, par avance 1, l'actif de la liquidation des biens de la Grande Chartreuse à l'hôpital-hospice de Saint-Laurent-du-Pont, 1913-1924.

(projets de loi, correspondance et notes, 1923-1924 ; pièces justificatives, 1913-1923)

c application de la loi, 1924.

(correspondance, 1924)

d demande d'activation de la procédure d'apurement des comptes de la liquidation des biens de la Grande Chartreuse par la commission administrative de l'hôpital-hospice de Saint-Laurent-du-Pont, représentée par le sénateur Claude Rajon, 1928.

e nouvelle demande d'activation de la procédure d'apurement des comptes de la liquidation des biens de la Grande Chartreuse par la commission administrative de l'hôpital-hospice de Saint-Laurent-du-Pont, 1930.

(brochure "Hôpital-hospice départementale autonome de Saint-Laurent-du-Pont (Isère), commission administrative, complément de dotation : extrait des registres des délibérations de la Commission administrative du 30 octobre 1930")

f apurement des comptes Lecouturier pour la liquidation des biens de la Grande Chartreuse (correspondance)

g pension accordée à la veuve de Péronnet, ancien employé du monastère de la Grande Chartreuse, 1932.

1913-1924

1. La liquidation étant encore non réalisée.

Dossier 2

Affaire Marnier-Lapostolle : conclusion

* procès consécutif à la rupture du contrat concernant l'exploitation de la marque et du fonds de commerce des produits de la Grande Chartreuse.

1916-1923

Dossier 3

Reprise par l'État de la gestion des bâtiments principaux de la Grande Chartreuse

a protestations contre les dégradations subies par la Grande chartreuse.

b dénonciation du bail liant l'État au département et reconduction partielle, seulement, sur avis du sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts, 1930-1931.

c concession de la vente de cartes postales et objets de souvenir, 1931.

d installation de la Compagnie française de la Grande Chartreuse (Chartreux de Fourvoirie) à la Grande Chartreuse à la suite des dégâts dus à un glissement de terrain à Fourvoirie (Saint-Laurent-du-Pont, isère), 1935.

e accueil des "Amis du massif de la Chartreuse" à la Grande Chartreuse, 1935.

1930-1935

F/19/20322

Dossier 1

Campagne pour la restitution de la Grande Chartreuse aux Chartreux et contre la "Maison universitaire d'été" installée dans ses bâtiments par le Conseil général de l'Isère

(notes du préfet sur la "Maison universitaire d'été", notamment équipement des laboratoires et listes des personnes y séjournant, 1930 ; brochure "Maison universitaire d'été de la Grande Chartreuse près de Grenoble (Isère)", publiée par l'Université de Grenoble, ; affiche 1 "l'arrivée des coucous à la Grande Chartreuse", publiée par la Ligue Dauphinoise d'Action catholique, 1931 ; question écrite de Joseph Denais, député de XXXX, relative à la Grande Chartreuse et réponse du Bureau des Cultes, 1934)

1927-1935

1. 2 exemplaires.

Dossier 2

Retour des Chartreux en France : établissements divers

* établissements de Fourvoirie, 1932-1935 ; de Marseille (Bouches-du-Rhône), 1920-1921 ; de Montrieux (Var), 1929-1938 ; de Sélignat (Ain), 1932.

1920-1935

Dossier 3

Demande de reconnaissance 1 légale et affaires diverses

* retour des Chartreux, 1939-1940.

(notes)

* concession en bail emphytéotique du monastère de la Grande Chartreuse aux Chartreux, 1941-1944.

* aide apportée par les Chartreux à la Résistance, pendant la Guerre de 1939-1945.

(1 note, s.d.)

* autorisation de séjour de moines étrangers, 1936-1947.

* histoire des Chartreux.

(importante note de M. Audibert, 1949)

* réclamation concernant l'ancienne Chartreuse de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais), 1958.

* situation des Chartreux en Espagne en conséquence du concordat du 27 août 1953.

(correspondance, 1959)

* presse, 1931-1960.

1931-1960

1. La loi du 21 février 1941 portant reconnaissance légale des Chartreux est absente du dossier.

F/19/20323

Frères des Écoles chrétiennes de Jean-Baptiste de La Salle (puis Institut missionnaire des Frères des Écoles chrétiennes de Jean-Baptiste de La Salle) : demande de reconnaissance légale de 1922.

a réactions à la demande de reconnaissance légale

(importante note anonyme, 1922 ; rapport de Maurice Barrès, député de XXX , à la Chambre, 1925)

b projet de loi présenté à la Chambre en 1922-1923.

c dossier de demande présenté par les Frères des Ecoles chrétiennes, s.

(statuts, s ; état des biens, ; budgets, ; liste des établissements en France et à l'étranger, s ; liste des membres, ; avis des municipalités où sont établies des maisons de la congrégation, s) vérifier contenu.

d compléments au dossier de demande, 1922-1923.

e double des statuts de.

1922-1929

F/19/20324

Frères des Écoles chrétiennes de Jean-Baptiste de La Salle (puis Institut missionnaire des Frères des Écoles chrétiennes de Jean-Baptiste de La Salle) : demande de reconnaissance légale de 1943 et affaires diverses.

1920-1969

Dossier 1

Demande de reconnaissance légale de 1943

(correspondance entre le fr. François de Sales, secrétaire général de l'Institut, Pierre Sauret, directeur des Cultes au ministère de l'Intérieur, et Xavier Lavagne, chef de cabinet du maréchal Pétain ; notes, dont une de Louis Canet, conseiller aux affaires religieuses du ministère des Affaires étrangères du 27 octobre 1943 et une de Pierre Sauret du 13 janvier 1944, 1940-1944 ; notes diverses, s.d.)

1940-1944

Dossier 2

Dossier de la demande de reconnaissance légale, présenté par les Frères des Écoles chrétiennes, s. (lettre de demande, ; liste 1 des membres, en France et à l'étranger, ; statuts, ; procuration donnée à l'un des foncurs de l'Institut, ; budgets de 1943 et 1944 ; engagement de se conformer à la loi du 8 avril 1942, ; état numérique des membres, ; soumission à l'ordinaire, ; déclaration du cardinal Suhard, archevêque de Paris,)

1. Elle comporte 134 pages !

Dossier 3

Affaires diverses

a enquêtes sur les établissements ou les membres des Frères des Ecoles chrétiennes, [1922]-1924.

b établissements d'enseignement en France, [1930].

(1 note, s.d.)

c création d'un établissement pénitentier pour jeunes détenus à la Réunion, 1928.

d examen de la capacité à recevoir des dons ou legs pour les établissements d'Alsace-Lorraine, à l'occasion du legs de Melle Elvire Lévêque, 1928.

e tentative par le gouvernement grec de s'approprier la propriété 1 des Frères des Écoles chrétiennes à Urendjisk, près de Salonique, 1928-1936.

f entrée en France de Frères étrangers, 1939-1941.

g autres affaires diverses de moindre importance, 1941-1946.

h restitution par le Ville de La Mure des immeubles ayant appartenu à la congrégation des Écoles chrétiennes, 1942-1943.

i interrogation sur le sort de l'ancien établissement de Sallanches (Haute-Savoie), 1943.

j vente d'un immeuble à Trey-Saint-Claude (Doubs), 1944.

k legs [Jehan] Romieu, 1944.

l situation des Frères des Écoles chrétiennes après 1945.

(1 note,)

m situation juridique des Frères des Écoles chrétiennes, 1959.

(correspondance émanant d' André Lavagne, qui,)

n nouveau débat sur la possibilité d'une reconnaissance légale, 1962-1969.

(correspondance provenant de Mgr Kerleveo, professeur à l'Université du Latran, du fr. Fabien, du fr. Hadrien, secrétaire général des Frères des Ecoles chrétiennes et du fr. Fernand, économiste national des Frères des Ecoles chrétiennes ; note de XXX Audibert, 1967 ; note du fr. Hadrien, 1968 ; note sur les immeubles des Frères des Écoles chrétiennes encore sous séquestre en 1969) o presse, 1920-1969.

1920-1969

1. *A noter* une carte des établissements/ **biens** des Frères des Ecoles en Macédoine, s.d.

F/19/20325

Dossier 1

Eudistes (ou congrégation de Jésus et de Marie) : tricentenaire

(1 communiqué de presse ; brochure "Le Tricentenaire de la Congrégation de Jésus et de Marie : Caen, 23, 24, 25 mars 1943, Paris, 2 mai 1943", par le R.P. Émile Georges)

1943

Dossier 2

Jésuites : surveillance générale

(rapports de préfets sur les membres de la Compagnie, 1917-1922 ; presse, 1918-1926)

1917-1926

Dossier 3

Jésuites : établissement de Bellevue-Izeure (Allier)

* revendication par la Société de l'Enseignement libre, 1911-1923.

* projet de vente, 1923-1924.

* vente au Département de l'Allier pour y établir des services sociaux 1, 1925-1928.

* acquisition de l'orgue par le supérieur de l'Université française, chancelier de la faculté de médecine de Beyrouth (Liban), s.

1911-1929

1. Après l'échec d'un projet de sanatorium interdépartemental pour femmes.

Dossier 4

Jésuites : établissements de Lille, Montpellier et Paris (rue de Vaugirard)

* immeuble de la rue des Stations à Lille : demande d'attribution, puis location, par "l'Association française Chine-Ceylan-Madagascar", 1943.

* collège de la rue Rondelet à Montpellier : projet de rétrocession (refusée) par la Ville de Montpellier, propriétaire depuis 1908, au profit de la "Société Saint-François de régis", 1941-1942.

* immeubles de la rue de Vaugirard à Paris : revendication par la "Société anonyme des Écoles secondaires libres", puis évacuation de l'école secondaire diocésaine de l'Immaculée Conception, successeur du collège jésuite, 1910-1911.

* immeubles de la rue de Vaugirard à Paris : projet de vente puis projet de cession partielle à la Ville de Paris (qui désire les échanger avec le ministère de la Guerre), puis attribution au ministère de l'Instruction publique, 1911-1920.

(expertise d'Henri Tuniot, architecte des Domaines, de François Le Coeur, architecte du Gouvernement et de Noë Viviers, architecte, du 30 juin 1914, accompagnée de 3 plans)

1910-1943

Dossier 5

Lazaristes (ou Pères de la Mission Saint-Lazare) : élection du supérieur général

* confirmation du Père Emile Villette, 1914-1915 ; décès, 1916.

* confirmation du Père François-Aubin Verdier, 1919-1920 ; décès, 1933.

* confirmation du Père Charles-Léon Souvay, 1933 ; décès, 1939.

* note sur le mode de nomination du supérieur général, 1943.

* naturalisation et confirmation du Père William Slattery, de nationalité américaine, 1947-1948.

1914-1948

Dossier 6

Lazaristes : dommages de guerre pour l'orphelinat de Folleville (Somme) et le groupe Sainte-Anne à Amiens

* attribution d'indemnités de dommages de guerre et avances sur cette attribution, 1921-1924.

* demandes d'acomptes pour l'orphelinat de Folleville et l'église Sainte-Anne et ses annexes à Amiens, 1925.

(mémoires et quittances des entrepreneurs,)

* demandes de non imposition des sommes reçues pour indemnités de dommages de guerre, 1928-1929.

1921-1929

Dossier 7

Lazaristes : affaires diverses

a modification des statuts du collège des Irlandais 1, 1917.

b demande d'autorisation pour l'ouverture de 2 maisons en métropole afin de fournir le futur clergé colonial, 1918-1919.

(lettres d'appui du ministre des Affaires étrangères, du directeur des Affaires algériennes au ministère de l'Intérieur, du Gouverneur général de l'Algérie et des archevêque ou évêques d'Alger, d'Oran et de Constantine, des lettres ?)

c autorisation du "Collège universitaire des clercs étrangers" de Strasbourg, 1922 et 1925.

d affaires diverses, 1915-1945.

e demandes d'entrée de pères étrangers, 1925-1942.

f presse, s.

1915-1945

1. Une note dans le dossier explique ses liens avec les Lazaristes.

F/19/20326**Dossier 1**

Ordre des Saints Maurice et Lazare : reprise par la France de l'hospice du Petit-Saint-Bernard (et du jardin botanique de la Chariusie)

Dont :

* statut de l'hospice, 1948.

(note de l'abbé Bernard Sevre, 1948)

1948-1969

Dossier 2

Sulpiciens (Compagnie des Prêtres de Saint-Sulpice) : biens

* revendication, en 1938 de certains biens confisqués en 1905 comme appartenant à la mense archiépiscopale.

(importante note sur de l'abbé J. Carreyre, directeur général et économiste du séminaire de Saint-Sulpice, 1938 ; recommandation de Louis Canet, 1938 ; documents anciens concernant la revendication, notamment, dossiers relatifs aux legs de l'abbé Drouet en 188 ?, d'Alphonse-François Celles de La Poterie en 1873, de Narcisse-Onézime Hua en 1828, de Françoise Harent, veuve Cochart de Chastenoye en 1830, d'Eugène-Balthazar-Vincent Le Boulanger en 1826-1827 ; de Marie-Claude Lemaître, en 1825-1826, de l'abbé Pierre Lambert, ancien chanoine et vicaire

général du diocèse d'Angoulême, en 1822-1827, et de l'abbé Jean-François Lassé, en 18XX)

(1822) -1938

1. Date de documents donnés en pièces justificatives, le dossier lui-même date de 1938.

F/19/20326-F/19/20337

C) DOSSIERS PARTICULIERS DES CONGREGATIONS FEMININES.

F/19/20326

Dossier 3

Soeurs adoratrices de la Justice de Dieu de Rillé-Fougères

* reconnaissance de l'établissement de Pontmain (Mayenne), à l'occasion de la donation de Melle Hortense Friteau, 1920-1922.

(recommandation de ??? Chabrun, député de la Mayenne, 1921)

1920-1922

Dossier 4

Religieuses Augustines hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Paris

* autorisation pour la maison d'accouchement Cognacq-Jay (15 rue Eugène Millon), 1920-1924.

(statuts, ; état des biens, ; budget, ; liste du personnel,)

1920-1924

Dossier 5

Bénédictines

a établissement de Kergonan (couvent Saint-Michel), affilié à Solesmes, 1919-1923.

b établissement de Nîmes (Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement), notamment réouverture, 1925.

c établissement de Solesmes (couvent Sainte-Cécile), 1922 : demande d'entrée en France des princesses de Bourbon-Parme, religieuses à Ryde (île de Wight) ; importation "d'objets de culte et mobilier" appartenant à la congrégation.

d Bénédictines du Saint-Sacrement à Paris, 1917.

e Bénédictines du Temple à Paris, 1919.

1917-1925

Dossier 6

Soeurs de la Charité de Besançon

* nouveaux statuts, du 13 avril 1915.

* autorisation d'entrée en France de Barbara Kiehl (soeur Delphine), de nationalité allemande, 1922.

* vente d'immeubles à Bucey-les-Gy, Courchaton et Vellechevreux (Doubs), 1955.

1915-1955

Dossier 7

Soeurs de la Charité de la Providence de Ruillé-sur-Loir : établissement de Vanves

* nomination comme directrice de la crèche Sainte-Geneviève de soeur Saint-Similien (Virginie Fosse), 1933-1934.

1933-1934

F/19/20327

Filles de la Charité de Saint-Vincent-dePaul

(1809) -1938

1. Les derniers statuts de la Congrégation sont de 1809. Les dossiers commencent véritablement en ??? , avec des documents datant de 1873 en pièces justificatives.

Dossier 1

Établissement de Marseille ("l'Angélus", chemin du Roucas-Blanc)

* renouvellement d'autorisation à la suite de la loi du 14 janvier 1933, 1809-1937.

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets 1933, 1934 et 1935 ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Marseille et de la Supérieure générale de la congrégation,)

1933-1938

Dossier 2

Établissement de Cadouin (Dordogne)

* renouvellement d'autorisation à l'occasion de la donation de Jacques-Henri-Joseph Anisson du Peron et de Marie Elignard de la Faulotte, née Anisson du Perron

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Marseille et de la Supérieure générale de la congrégation, ; 2 plans,)

(1921)-1932

Dossier 3

Établissement de Bordeaux (rue Calvé)

* renouvellement d'autorisation à l'occasion de la donation de Marie-Thomas-Edouard Lecoq de Kerland et du legs d'Adélaïde-Joséphine Sottoum, veuve Toursier

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Marseille et de la Supérieure générale de la congrégation, ; 2 plans,)

(1926)-1937

Dossier 4

Établissement de Marseille ("le Fourneau économique", 4 boul. Camille Flammarion, anciennement boul. Saint-Charles)

* renouvellement d'autorisation à l'occasion de l'acquisition de l'immeuble du boulevard Flammarion auprès de Suzanne Fontaine

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Marseille et de la Supérieure générale de la congrégation, ; 2 plans,)

1936-1937

Dossier 5

Établissement de Marseille (22 rue Vincent Leblanc)

* renouvellement de la demande d'autorisation à l'occasion du legs d'Hubert Giraud
(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Marseille et de la Supérieure générale de la congrégation,)

(1930)-1937

Dossier 6

Établissement de Marseille (quartier de la Pomme, 57bis Grand'Rue)

* autorisation à l'occasion de la donation de Claire-Marie-Madeleine Bonasse, veuve Ménard
(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Marseille et de la Supérieure générale de la congrégation,)

1935

Dossier 7

Établissement de Marseille-Saint-Loup (14 boul. Bonifay)

* autorisation à l'occasion de l'acquisition de leur immeuble
(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Marseille et de la Supérieure générale de la congrégation, ; 2 plans, ; lettre sur Marie Girod, soeur Marthe, de nationalité suisse et établie à Saint-Loup,)

(1934)-1938

Dossier 8

Établissement de Paris (8 rue Saint-Christophe)

* autorisation à l'occasion de la donation de Léonard Baudry de Nalèche 1 et de l'acquisition d'un terrain à Monteil-le-Vicomte (Creuse)
(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation,)

1930-1932

1. Directeur du *Journal des Débats*.

Dossier 9

Établissements divers (Paris, Rouen, La Rochelle, Montpellier, le Chambon-Feugerolles, Saint-Hubert, Elancourt, Monsac)

* demande d'autorisation et autorisations à l'occasion du legs de Charles Bertrand pour les établissements de Paris (67 rue de Sèvres, orphelinat de garçons ; 119 rue de Menilmontant, orphelinat de filles), de Rouen (28 rue Bourg l'Abbé, orphelinat de filles), de La Rochelle (12 rue Arcère, orphelinat de filles), de Montpellier (15 rue du Faubourg St Jaunes, orphelinat de filles), du Chambon-Feugerolles (Loire) (orphelinats de filles et de garçons), de Saint-Hubert (Tarn-et-Garonne) ???, d'Elancourts (Seine-et-Oise) (orphelinat de ???) et de Monsac (???)

(orphelinat de ???), 1933-1935.

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation, ; devis de chauffage central pour Paris, rue de Sèvres, et Montpellier, ; devis de travaux généraux pour La Rochelle et Saint-Hubert, ; devis de travaux sanitaires pour le Chambon-Feigerolles,)

* demande de fonds sur le pari mutuel pour Paris (67 rue de Sèvres), 1938.

1933-1938

Dossier 10

Établissement d'Aubervilliers (11 rue des Noyers)

* autorisation à l'occasion de la donation par Véréne-Marguerite Oberson 1 de l'immeuble de la rue des Noyers et de la vente de l'immeuble de la rue de la Courneuve, (1873)-1937.

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation, ; 2 plans,)

* demande de fonds sur le pari mutuel, 1937.

(1873)-1937

1. De nationalité suisse.

F/19/20328

Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul.

(1880)-1951

Dossier 1

Établissement de Genevilliers (2bis rue du Pressoir)

* autorisation à l'occasion de la donation de Marie-Henriette Herrien, veuve Roux

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation, ; avis défavorable de la municipalité,)

(1927)-1938

Dossier 2

Établissement de Puteaux (91 rue Jean Jaurès)

* autorisation à l'occasion du legs d'Henri Reitlinger et de l'achat d'une propriété à Granville (Manche)

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation, ; 1 plan,)

(1932)-1938

Dossier 3

Établissement de Pavillons-sous-Bois (62 rue du chevalier de La Barre). S

* demande d'autorisation

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation,)

Dossier 4

Établissement d'Arles (4 rue Tour du Fabre)

* demande d'autorisation à l'occasion de l'achat d'une propriété à Berbezit (Haute-Loire)

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation, ; 2 plans,)

(1933)-1938

Dossier 5

Établissement de Château-l'Evêque (Dordogne)

* demande d'autorisation à l'occasion d'une rétrocession et incorporation d'un immeuble situé à Château-l'Evêque, acquis en 1916 par Aimée-Mathilde Duhalt, fille de la Charité, 1944-1945.

* demande de retrocession d'un bien situé à Château-l'Evêque acquis par Lebrun ???, 1946.

1944-1946

Dossier 5/bis

Établissement de Gamaches (Eure)

* acquisition d'un immeuble pour loger le jardinier

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation, ; acte de vente, ; 1 plan,)

1947

Dossier 6

Établissement de Marseille (1 et 5 av. de la Madrague de Montredon)

* autorisation à l'occasion de l'incorporation d'un immeuble acquis par Antony-Charlotte-Ludowiska Astier, fille de la charité

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation,)

(1943)-1945

Dossier 7

Établissement de la Baume-d'Hostun (Drôme)

* demande d'autorisation à l'occasion du legs de Marie de Laroche, veuve Simon

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel, en 1950, et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation, ; 1 plan de 2 immeubles à Lyon, ;

1 plan cadastral de l'établissement de la Baume,)

1950-1951

Dossier 8

Établissement de Marseille-Sainte-Marguerite (15 chemin de Cassis)

* demande d'autorisation à l'occasion de la retrocession de l'immeuble dit la Cadière (au 15 chemin de Cassis), par Marie-Sophie-Josèphe Camman, fille de la Charité (lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation,)

1945-1947

Dossier 9

Établissement de Paris (8 rue Championnet)

* demande d'autorisation à l'occasion du projet de retrocession de l'immeuble de la rue Chamiponnet, acquis en 1937 par Marie Chaplain, supérieure générale (décédée en 1944) et projet de reconnaissance légale pour l'établissement de la Tombe-Issoire (Paris, XIV e) (lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation,)

1943-1945

Dossier 10

Établissement de Saint-Maurice (Seine) (53 Grande Rue)

* demande d'autorisation à l'occasion de la rétrocession de l'immeuble du 53 Grande Rue, par Callixte-Josèphe de Fournas de la Brosse, fille de la Charité (lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation, ; 1 plan,)

(1943)-1945

Dossier 11

Établissement de la Courneuve (18 rue Paul Strauss)

* attribution d'un logement aux Filles de la Charité, desservant le dispensaire à l'occasion d'une subvention de 30 000 f. (traité entre l'abbé Le Quellenc, curé de la Courneuve et soeur Marie Chaplain, supérieure générale,)

1944-1945

Dossier 12

Établissement de Paris (60 rue Raynouard)

* projet de reconnaissance légale à l'occasion de la rétrocession de propriétés à Berck-sur-Mer (Pas-de-Calais), à Avranches (Manche) et à Clichy (Seine), par Marie-Madeleine et Marie-Adrienne Prost, filles de la Charité ; projet abandonné au profit de l'intégration de ces propriétés aux biens de la Maison-Mère (Paris, 140 rue du Bac) afin de toucher des dommages de guerre et pour le retrait de 2 000 000 f. de la Caisse des Dépôts et consignations.

Dossier 13

Établissement de Paris (26 place Jeanne d'Arc)

- * demande de reconnaissance légale en 1928 et acquisition des immeubles servant à l'établissement en 1880, par Marie-Caroline Juhel, supérieure générale, par Marie-Agnès Derieux, supérieure générale en 1883 et par Marie-Françoise Lebon, fille de la Charité, en 1893-1924 (lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation, ; lettre de recommandation d'André Mottu, député de Seine-et-Oise, ; actes de vente, ; 2 plans, s)
- * demande de fonds sur le pari mutuel, 1930 et 1935.

(1880)-1935

Dossier 14

Établissement de Paris (22 rue Montgolfier)

- * demande d'autorisation à l'occasion de la donation de l'abbé Emile-Léopold Huelle, d'Amiens, en 1928-1929 et de l'échange en 1930 de l'immeuble des 21-22 rue Montgolfier contre un immeuble à Blandy-les-Tours (Seine-et-Oise) (lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation de l'évêque de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation, ; 2 plans de l'immeuble de la rue Montgolfier, ; 1 plan de l'immeuble de Blandy-les-Tours,)

1928-1930

Dossier 15

Établissements d'Aix-en-Provence et de Valenciennes

- * établissement d'Aix-en-Provence (rue Venel), 1923. (1 lettre, 1923)
- * établissement de Valenciennes (7 rue Salle de comte), 1934. (2 lettres, 1934)

1923 et 1934

Dossier 16

Établissement de la Teppe (Drôme, cne de Tain)

- * acquisition d'un terrain où ?, 1925.

1925

Dossier 17

Emprunt de la libération

1945

F/19/20329

Dossier 1

Chartreuse de Beauregard : établissement de Coublevie (Isère)

* aliénation d'un immeuble à la Bastide-Saint-Pierre (Tarn-et-Garonne) en 1954.

(ordonnance royale du 17 janvier 1827 reconnaissant l'établissement de Coublevie ; loi portant reconnaissance légale de l'Ordre des Chartreux, 21 février 1941 ; budget, ; plan,)

(1827)-1954

Dossier 2

Sœurs de la Compassion de Marie de L'Hermitage près Villersexel (Haute-Saône) : établissement de Rougemont-le-Château (Haut-Rhin)

* reconnaissance légale de cet établissement desservant l'hôpital-hospice de Rougemont.

1924-1925

Dossier 3

Filles du Divin Rédempteur d'Épinal : établissement d'Avenay (Marne)

* non application aux sœurs des lois concernant les étrangers, 1914.

* attribution 1 de dommages de guerre, 1921-1923.

* séjour à Avenay de sœur Mariette Mistler, de nationalité belge et de Marie-Joséphine Fleury, de nationalité suisse, 1923 et 1926.

* acquisition d'un immeuble à Avenay, en 1935.

(acte de vente, 1935)

1914-1935

1. Tout petit dossier.

Dossier 4

Filles de la Doctrine chrétienne de Bordeaux

* vente de biens, notamment à Saint-Christoly-de-Médoc (???)

(budget, ; état des biens, ; plan cadastral,)

1951-1954

Dossier 5

Sœurs de l'Immaculée Conception de la Sainte Vierge de Bordeaux (branche des Sœurs de la Sainte-Famille de Bordeaux)

* établissements divers et, notamment, de Saint-Mandé (Seine) et de Montpellier

(lettre de demande d'autorisation au ministre de l'Intérieur, ; délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel, avec cartes d'identité, et situation immobilière, ; attestation des évêques de Bordeaux et de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation,)

(1912)-1944

Dossier 6

Sœurs de la Miséricorde de Sées

* projet d'acquisition d'un immeuble à la Chapelle-Montligeon (???) pour les soeurs malades ou âgées, 1921.

* demande d'attribution de la médaille d'honneur de l'Assistance publique à Lucile-Angélique Barré (soeur Cécilia), 1922.

* demande de reconnaissance d'utilité publique, afin d'obtenir des fonds sur le pari mutuel, en 1931.

(délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation des évêques de ??? et de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation,)

* statuts des établissements de Clichy, Béthune et Calais, 1934.

1921-1924

Dossier 7

Sœurs gardes-malades de Notre-Dame Auxiliatrice de Montpellier : établissement de Digne

* attribution de fonds sur le pari mutuel, 1938.

1938

Dossier 8

Sœurs de Notre-Dame du Bon Secours de Troyes : établissement de Mostaganem (Algérie)

* concession gratuite de sépultures par la Ville de Mostaganem, 1921.

* autorisation à l'occasion d'une donation de terrains par Higinia Sanchis (soeur Vincent, supérieure), (1923)-1932.

(délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation des évêques de Bordeaux et de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation, ; 1 plan,)

1921-1932

Dossier 9

Sœurs de Notre-Dame du Bon Secours de Troyes : vente de deux terrains à Oran (Algérie)

(descriptif de l'établissement, ; budget,)

1952-1953

Dossier 10

Sœurs de Notre-Dame du Calvaire de Gramat (Lot)

* emprunt pour agrandissement de l'Institut des Sourdes-muettes de Bourg-la-Reine, 1954-1955. (budget, ; actif et passif, ; devis ; 1 plan,)

* acquisition de l'établissement de Bourg-la-Reine, 1961-1963.

(statuts, ; décret de reconnaissance légale, ; budget, ; acte de vente, ; plans,)

1955-1963

F/19/20330

Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur d'Angers.

(1838)-1962

Dossier 1

Établissement de Chambéry (Savoie) : expropriation

* reconnaissance légale en 1838 ; projet de reconnaissance légale en 1947-1949.

(liste des sœurs, ; état des biens, ; note à M. Audibert sur la survivance des personnes morales existant en Savoie et dans le Comté de Nice avant le 14 juin 1860, 1962 ; brochures "Institution et règlement et approbation de la maison du refuge du Bon Pasteur de Chambéry (Savoie)" 1, "Eloge funèbre de la très honorée Mère Marie de Sainte-Marine-Verger, supérieure générale de la congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur d'Angers"s 2, par Mgr Pasquier, et "Le

Bon-Pasteur d'Angers" 3)

(1838)-1962

1. Chambéry, 1889.
2. Angers, 1905.
3. N° 15, juin 1950 ; n° 21, novembre 1951.

Dossier 2

Établissement de Valognes (Manche)

* reconnaissance légale,

(délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; attestation des évêques de Bordeaux et de Paris et de la Supérieure générale de la congrégation,)

* transfert de l'immeuble où est installé l'établissement de la Société civile de Valognes aux sœurs (budget, ; plans, notamment 1 beau plan de la façade, 1962)

1956-1962

Dossier 3

Établissement de Saint-Hilaire-Saint-Florent (Maine-et-Loire, cne de Saumur)

* emprunt pour travaux

(statuts, ; état des biens, ; devis ; 3 plans,)

1958-1959

Dossier 4

Établissement d'El Biar (Alger)

* demande de reconnaissance légale,

(notice historique sur l'établissement, ; liste des religieuses, en 1959 ; statuts, ; état des biens, ; plan,)

1959-1962

Dossier 5

Établissement de Misserghin (Oran)

* demande de reconnaissance légale

(notice historique sur l'établissement, ; liste des religieuses, en 1959 ; statuts, ; état des biens, ; plan,)

1959-1962

Dossier 6

Établissement de Constantine

* demande de reconnaissance légale (sans suite).

1960-1962

F/19/20331

Filles de Notre-Dame des Douleurs de Tarbes : demande de transformation en congrégation à supérieure générale et de reconnaissance des établissements de Lagrasse (Aude), de Salon (Bouches-du-Rhône), d'Avignon et d'Orange (Vaucluse), de Bagnères-de-Bigorre, de Lourdes et de Saint-Pé-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), de Bastia (Corse), de Pontacq (Basses-Pyrénées) et d'Huy-Tihange (Belgique).

1941-1948

Dossier 1

instruction de la demande

(délibération du conseil de la Maison-Mère, ; décret autorisant la compagnie, ; statuts, 1 ; états de l'actif et du passif, ; budgets, ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière, ; note sur les établissements à l'étranger, ; attestation des évêques de Bordeaux et de Paris et de la Supérieure générale, ; soumission à l'ordinaire, ; correspondance,)

1941-1945

1. Ce sont ceux des Soeurs de la Charité de Strasbourg.

Dossier 2

Cession à la congrégation des immeubles qui lui appartiennent déjà de fait

(2 plans pour Tarbes, ; 1 plan pour Arles, ; 2 plans pour Lagrasse, ; 1 plan Lourdes, ; 1 plan pour Bagnères de Bigorre,)

1943

Dossier 3

Reprise d'instruction de la demande 1 à la Libération

(interventions en faveur des Filles de Notre-Dame des Douleurs de Tarbes de René Brouillet, directeur de cabinet du général de Gaulle, de J. Furaud, député de la Charente et de Charles d'Aragon, député des Hautes-Pyrénées, ; intervention en faveur des Franciscains hospitaliers de Notre-Dame de Pitié de Perrou de Maurice Schuman, député du Nord, ; importante note sur les questions en cours et l'organisation du service des Cultes, par M. Bazochz, chef du Bureau des Cultes, 1^{er} février 1946 ; importantes notes sur la question des Filles de Notre-Dame des Douleurs de Tarbes, dues au R.P. Carrière, délégué à l'Assemblée consultative provisoire, à M. Gau, député de l'Aude et à Henri Teitgen, 20 avril 1945 et 6, 16 et 20 juillet 1946 ; 3 importantes notes sur la question des Filles de Notre-Dame des Douleurs de Tarbes et sur la reconnaissance des congrégations, 26 août et 2 septembre 1947 et 26 mai 1948)

1945-1948

1. Refus d'application de la loi du 8 avril 1942 portant reconnaissance par simple décret alors qu'avant une loi était nécessaire. Problème similaire évoqué pour les Franciscains de Notre-Dame de Pitié de Perrou et les Filles du Saint-Coeur de Marie de Mayenne, dites de la Providence.

F/19/20332**Dossier 1**

Soeurs de Notre-Dame de Lorette de Bordeaux (ou de Saint-Joseph de la Sainte-Famille)

* statut légal de l'établissement de Bordeaux (24 rue Sainte-Eulalie, orphelinat), 1912.

* statut légal de l'établissement de Paris (12 rue Saint-Rustique, orphelinat), 1925.

* reconnaissance légale de l'établissement de Reims (4 rue des 3 Fontaines, orphelinat)

(recommandations de Marcel Lemaire, sénateur de la Marne, de René Penoy, député des Ardennes et d'Hélène Cardot, sénateur des Ardennes, 1949-1954)

1912-1954

Dossier 2

Soeurs de Notre-Dame du Refuge : établissement de Montpellier

* aliénation d'obligations (tout petit dossier), 1925.

1925

Dossier 3

Religieuses de Notre-Dame de la Retraite au Cénacle : établissement de Paris

* autorisation de séjour pour la sœur Maria Stouff, de nationalité belge (tout petit dossier), 1935.

1935

Dossier 4

Petites Sœurs des Pauvres de Saint-Pern

* établissement de Fourmies : acquisition d'un immeuble, 1925.

* établissement de Lorient (asile de vieillards) : legs d'Anne-Félicité Deschiens, veuve Gadaud, 1917-1923.

(comptes de dépenses et recettes de l'asile très précis pour les années 1917, 1918 et 1919)

* établissement de Paris : aliénation de rente, 1925.

1917-1925

Dossier 5

Sœurs de Saint-Charles de Nancy : établissement Saint-Remi à Nancy

* autorisation d'augmenter le nombre des sœurs de l'hôpital-hospice Saint-Remi (ou Notre-Dame de Charité, rue de Bondonville), à Nancy et d'accepter le legs de Marie-Clotilde Hainaut, veuve Tourte, (1907)-1916.

* états annuels du personnel et des biens, et comptes, 1917, 1920 et 1923-1939.

(1907)-1916

Dossier 6

Sœurs de Saint-Charles de Nancy : établissement de Longwy à Gouraincourt (Meurthe-et-Moselle)

* autorisation d'une crèche-asile de 3 religieuses pour la Société des Acieries.

1929-1930

Dossier 7

Sœurs de Saint-Charles de Nancy : hôpital de la Ronchère à Houdemont (Meurthe-et-Moselle)

* dossier de demande d'autorisation, (1930)-1933 : délibération du conseil de la Maison-Mère ; décret autorisant la compagnie ; statuts 1 ; états de l'actif et du passif ; budgets ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière ; attestation de l'évêque de Nancy et de la Supérieure générale ; correspondance ; traité avec les Hospices civils de Nancy, du 29 avril 1930.

* états annuels du personnel et des biens, et comptes, 1934-1939.

1934-1939

1. Ce sont ceux des Soeurs de la Charité de Strasbourg.

Dossier 8

Filles du Saint-Esprit de Saint-Brieuc : établissement de Caudan (Morbihan)

* création de l'établissement de Caudan à l'occasion du legs 1 d'Anne-Félicité Deschiens, veuve Gadaud, 1922- 1924.

(intervention de Grousseau, député du Nord,).

1922-1926

1. Cf. aussi F19 20332, dossier 4.

Dossier 9

Filles du Saint-Esprit de Saint-Brieuc : établissement de Saint-Martin-d'Oust (Morbihan)
* suppression du budget de la commune de Saint-Martin-d'Oust, par le préfet du Morbihan, du crédit de traitement de "l'infirmière des pauvres", instituée par le don à la commune d'Augustin Borel et de Flavie de Castellan, sa femme, parce que l'infirmière est une religieuse du Saint-Esprit., 1927

1927

Dossier 10

Filles du Saint-Esprit de Saint-Brieuc : établissement de Sainte-Anne d'Auray (Morbihan)
* autorisation de l'établissement à l'occasion de l'acquisition d'un immeuble 1 à Pluneret, comme maison de retraite pour les religieuses âgées, 1927-1930.
(important avis du Conseil d'Etat sur la situation illégale des Sœurs du Saint-Esprit, 1930 ; interventions du chanoine Cornette, aumônier général des Scouts de France, de Grousseau, député du Nord, et de Joseph Cadic, député du Morbihan).

1927-1930

1. Vendu par les Soeurs Fidèles compagnes de Jésus.

Dossier 11

Sœurs du Saint et Immaculé Coeur de Marie de Niort
* emploi des fonds provenant de la vente d'un immeuble à la commune de Prahecq (Deux-Sèvres), 1925.

1925

Dossier 12

Sœurs de Saint-Joseph de Bourg : autorisation des 10 établissements de l'Ain
* autorisation des hôpitaux de Bourg, Coligny, Saint-Trivier-de-Courtes, Belley, Champagne, Nantua et Chalamont, et des hospices d'incurables de Bourg, de Thoisse de XXX sur-Moignans, 1921-1923.
(comptes précis des recettes et dépenses de tous ces hôpitaux ou hospices, 1921 ; comptes précis de recettes et dépenses de l'hospice de Bourg, 1922 ; traités passés avec les commissions administratives de tous ces hôpitaux et hospices, ; correspondance relative aux religieuses étrangères ; interventions de Monicault, député, et de Lenail, questeur de la Chambre des députés,).

1921-1923

Dossier 13

Sœurs de Saint-Joseph de Bourg : affaires diverses,
* relèvement des tarifs pour les asiles d'aliénés, 1933.
* présence d'Antonia Imoberdof, de nationalité suisse, à l'hôpital de Belley, 1937-1938.
(question XXX d'Aimé Quinson, député de l'Ain)

1933-1938

Dossier 14

Sœurs de Saint-Joseph de Lyon

1915-1932

Dossier 15

Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition

1944-1946

Dossier 16

Sœurs de Saint-Martin de Digne

* modification des statuts, 1915, 1920.

* recrutement de sœurs étrangères, 1934.

* demande/ attribution d'une carte d'identité gratuite pour Joséphine Castoldi, de nationalité italienne, œuvrant à la pouponnière de Nice, 1940.

1915-1940

Dossier 17

Sœurs de Saint-Roch de Felletin

* vente d'un immeuble à Jarnages (Creuse), pour entreprendre des travaux au couvent de Felletin, 1925.

1925

F/19/20333**Dossier 1**

Dame de Saint-Thomas-de-Villeneuve : expropriation de l'immeuble de Paris (rue Rataud) et transfert à Bry-sur-Marne (Seine)

* expropriation pour agrandissement des locaux de l'École de Physique et de Chimie, indemnisation et transfert à Bry-sur-Marne, 1923-1925.

(délibération du conseil de la Maison-Mère ; décret autorisant la compagnie ; statuts ; états de l'actif et du passif ; budgets ; états des oeuvres, des ressources, du personnel et situation immobilière ; attestation de l'évêque de XXX et de la Supérieure générale ; correspondance ; 4 plans de l'établissement de Bry-sur-Marne)

1923-1925

Dossier 2

Dames de Saint-Thomas-de-Villeneuve : affaires diverses

Dont :

a. modification des statuts, 1915-1916.

b. établissement d'Issy-les-Moulineaux, 1919-1926 : projet de convention entre la commune d'Issy et l'hôpital privé appartenant aux sœurs, 1919 ; statut légal de l'établissement qui dessert la maison de santé privée de M. Cornudet 1, 1926.

c. projet de transfert de la maison-mère du 52 boulevard d'Argenson à Neuilly-sur-Seine au 142 rue Broca à Paris par échange avec la Société industrielle française, 1926.

(intervention de Raymond Poincaré, Président du Conseil)

d. vente d'un immeuble à Noyon et d'indemnités de dommages de guerre pour travaux aux établissements de Chaville (Seine-et-Oise), Lamballe et Montcontour (Côte-du-Nord), Rennes et Bécherel (Ille-et-Vilaine), Saint-James (Manche) et Bry-sur-Marne, 1926.

e. demande de réserve d'immeuble en cas de guerre pour y évacuer les enfants des établissements de Bécherel et Saint-James, 1939.

1915-1939

1. **XXX** Cornudet, sénateur de Seine-et-Oise, était frère de Jeanne Cornudet, fondatrice et supérieure de l'établissement qui à sa mort passa à son père puis à son frère qui y conservèrent les religieuses : on est dans le cas d'un établissement desservant une oeuvre charitable *privée* et qui ne saurait, en conséquence, faire l'objet d'une autorisation.

Dossier 3

Sœurs de Sainte-Marthe de Périgueux

* vente d'un immeuble à ??? pour travaux à la maison-mère.
(statuts ; budget, 1949 ; devis ; plans de Lalinde en Dordogne)

1949-1952

Dossier 4

Sœurs de Sainte-Marthe de Romans

* vente d'un immeuble à Pont-en-Royans (Isère).

1925

Dossiers 5

Trappistines (ou Cisterciennes réformées)

a. enquête sur les établissements de Troisvaux à Belval (Pas-de-Calais), de La Cour Pétral à Boissy-le-Sec (Eure-et-Loir), de La Coudre à Laval, d'Ubexy (Vosges) et de Bonneval (Aveyron), 1914.

(liste des membres pour Troisvaux, La Cour Pétral et, La Coudre)

b. demande d'autorisation pour l'établissement de Sainte-Anne-d'Auray (Morbihan) des Trappistines de Laval, 1925.

(intervention de Dom Chautard, procureur général de l'ordre de Cîteaux)

c. établissement de Notre-Dame-d'Igny 1 à Arcis-le-Ponsart (Marne) : demande d'autorisation présentée par le R.P. Hippolyte Verrier 2, 1919-1932 (intervention de Mgr Eugène Mério, protonotaire apostolique, directeur général de l'Oeuvre de la Sainte-Enfance) ; séjour de Marie Debouxhtay et d'Esther Vermandel, de nationalité belge, et de Maria van der Kleyne, de nationalité néerlandaise, 1931-1933 (lettre de soeur Marie-Lutgarde 3 , supérieure de l'établissement de Laval ; états des ressources et du personnel).

d. établissement de Chambarand à Roy bon (Isère), 1931-1933 : réouverture du cimetière privé, 1931 ; installation des religieuses 4 en 1931 (3 rapports du commissaire spécial de Grenoble) ; état de la Trappe en 1932 (rapports du préfet de l'Isère et du commissaire spécial) ; séjour de religieuses de nationalité étrangère, 1933.

e. établissement d'Ubexy : séjour de trois religieuses de nationalité polonaise, 1934.

f. établissement de Cîteaux : demande de renseignement par le directeur de la Sûreté nationale, 1936.

1914-1936

1. Les Soeurs y remplacent après la première Guerre Mondiale les anciens moines cisterciens réformés de Notre-Dame de la Trappe d'Igny.

2. Ancien aumônier de Marine, aumônier des religieuses cisterciennes.

3. Néc Céline Hémerly.

4. En remplacement de moines.

Dossier 6

Sœurs du Très-Saint-Sacrement de Valence : affaires diverses

a. établissement de Valence : remerciements adressés par la supérieure générale pour un voyage gratuit au Brésil offert à cinq soeurs, 1921.

b. séjour de la soeur Regina Burkart, de nationalité allemande, à l'hôpital d'Audrenas (XXXX) en 1931 puis au pensionnat 1 de jeunes filles de la rue de La Cécile à Valence ; renseignement sur ce pensionnat, 1933.

1921-1933

1. Ouvert en 1927

Dossier 7

Sœurs du Très-Saint-Sacrement de Valence : vente du domaine de Bayane (Drôme, cnes d'Alixan et de Châteauneuf-d'Isère)

1948-1949

Dossier 8

Sœurs Trinitaires de Valence (ou de la sainte-Trinité) : établissement de Marsanne (Drôme)

1952-1955 et 1972

Dossier 9

Sœurs du Verbe incarné d'Evaux

1941-1941

Dossier 10

Sœurs Victimes du Sacré-Coeur de Jésus (ou de la Purification de Marie)

* versement au Trésor du reliquat provenant de la liquidation de l'actif de la communauté, 1938.

1938

F/19/20334

Dossier 1

Missions

a. congrégations françaises possédant des établissements d'enseignement à l'étranger et dans les colonies et les pays de protectorat ; noviciat français pour l'étranger ; projet de déclaration à demander aux congrégations missionnaires.

(note du 29 décembre 1926)

b. étude sur les missions en général

(note du 23 mars 1927)

c. subventions du ministère des Affaires étrangères aux œuvres missionnaires, 1928.

d. crédit accordé aux œuvres françaises à l'étranger, dont les œuvres missionnaires, par la commission de répartition du fonds des jeux, 1929.

e. projet de loi relatif aux congrégations, 1929.

(rapport de Marcel Héraud au nom de la commission des Affaires étrangères, séance du 7 mars 1927, n°1422, Chambre des députés)

1926-1929

Dossiers 2

Missions : brochures et coupures de presse

Dossier 3

Franciscains : reconstitution et affaires diverses

- a. enquête sur le pensionnat Saint-Antoine à Brives, 1924.
- b. projet d'achat du château de Champ de Bataille (Eure) au duc d'Harcourt, signalé par P. Mendès-France, député de l'Eure, 1933.
- c. demande d'exonération pour la carte d'identité et demandes d'entrée en France pour des religieux étrangers, 1939-1947.
- d. projet de fondation d'un couvent de franciscains à Saint-Denis, 1942.
(lettre de Marcel Carrez au maréchal Pétain)
- e. presse, 1920-1924.

1920-1941

Dossier 4

Franciscains français pour les Missions : demande de reconnaissance légale de 1922

- * demande globale d'autorisation, s.
(statuts ; demande ; liste des établissements à ouvrir ; listes des membres ; relevés des apports financiers)
- * dossier des établissements à autoriser, s : établissements de Paris (37 rue Boulard) ; de Marseille ; de l'Île Rousse (Corse) ; de Sartène (Corse) ; de Toulouse ; de Bordeaux ; de Rennes ; de Saint-Nazaire (2 rapports du commissaire spécial de Saint-Nazaire, s) ; de Mons-en-Baroeul (Nord) ; de Pau.
(idem ; avis du préfet ; avis du conseil municipal ; liste des religieux) 1
- * projet de loi tendant à autoriser la congrégation des Franciscains français pour les Missions à l'étranger, 1924.
(documents parlementaires, notamment : rapport de Maurice Barrès au nom de la commission des Affaires étrangères en annexe du procès-verbal de la séance du 4 février 1924 ; avis de M. Thibout au nom de la commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts, 4 février 1924)
- * renseignements divers sur les Franciscains, dont situation active et passive de la liquidation de leurs biens [1922], 1928 et [1929].
- * presse, 1924-1943.

1922-1943

1. Documents numérotés de 13 à 63.

Dossier 5

Marianiste (ou Société des Frères de Marie) : affaires diverses

Dont :

- * demande d'ouverture d'un noviciat à Anthony par l'intermédiaire du P. Lebon, avec l'appui de Deschanel, président de la Chambre, de XXX, Président du Conseil et du ministère des Affaires étrangères.
(importante note d'Ernest Outrey, député de ???, sur "l'Oeuvre des Marianistes au Japon")

1912-1939

Dossier 6

Marianistes : subvention 1 à l'association japonaise "Maria Kwai Shadan" 2, relais des Marianistes au Japon,

(correspondance entre le ministre de l'Intérieur, le ministre des Affaires étrangères, la Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ; recommandation d'Albert Milhaud, député de XXX, s ; documents parlementaires concernant le vote de la loi d'attribution, 1926-1927 ; presse ; brochure : Revue de l'Ecole de l'Etoile du Matin 3)

1924-1927

1. Subvention demandée à la suite du tremblement de terre de 1923 et accordée pour contrecarrer l'influence anglo-américaine.
2. Société enseignante formée par les Marianistes.
3. Numéro de décembre 1924.

F/19/20335

Dossier 1

Frères Maristes des Missions 1 (anc. Congrégation des Petits Frères de Marie de Saint-Genis-Laval) : demande de reconnaissance légale de 1922

(doc. hab. 2 ; avis du ministre de l'Instruction publique ; documents parlementaires ; avis des préfets et des conseils municipaux ; important rapport, très défavorable, de A.R. Conty, ambassadeur de France au Brésil, [1922] ; statistiques des établissements dirigés par des Frères Maristes des Missions et état comparé des missions des Frères Maristes en 1914, 1920 et 1923).

1922-1924

1. Maison-mère établie après 1901 à Grugliasco (Italie, prov. de Turin).
2. Dossier transmis par P. Duquaire, sénateur du Rhône. Documents numérotés de 1 à 25 mais dossier incomplet.

Dossier 2

Frères Maristes des Missions : renseignements divers

* histoire/état de la congrégation des Petits frères de Marie de Saint-Genis-de-Laval (notes, [1922] et 1931)

* montant de l'actif de la liquidation des biens de la congrégation des Petits frères de Marie de Saint-Genis-Laval.

(note, 1943)

[1922]-1943

Dossier 3

Frères Maristes des Missions : brochures

(brochures :

- a. "La Revue catholique, semaine religieuse de la ville et du diocèse de Troyes" 1 ; "Semaine religieuse du diocèse de Lyon" 2 ; "Semaine religieuse du diocèse de Nîmes" 3 ; "La Semaine religieuse du diocèse de Viviers" 4 ; "La Semaine religieuse du diocèse de Grenoble" 5 ; "La Semaine du fidèle, diocèse du Mans" 6 ; coupure de presse sur les Frères Maristes en Chine, [1940] ;
- b. "Le Petit Juvéniste : bulletins des Juvénats des Frères Maristes" 7 ;
- c. "Bulletin de l'Institut des Petits frères de Marie" 8
- d. "Bulletin des Missionnaires de ND de la Salette" 9 .)

1930-1943

1. N°49, 5 déc. 1930.
2. N°2, 12 déc. 1930.
3. N°S du 25 janv. 1931, 2 ex. ; 4 oct. 1931 ; 22 nov. 1931 ; 8 mai 1932.

4. N°24, 10 juin 1932.

5. N°49, 21 juillet 1932.

6. N°3, 16 déc. 1934.

7. N°2, mars-avril 1930 ; n°5, août-sept. 1931, 2 ex. ; n°6, nov. déc. 1931 ; n°3, mai-juin 1932 ; n°6, nov.-déc. 1932 ; n°2, mars-avril 1933 ; n°4, juillet 1933 ; n°5 sept.-oct. 1933 ; n°6, nov.-déc. 1934 ; n°1, janv.-févr. 1935 ; n°2, mars-avril 1935 ; n°1, février-mars 1940 ; n°2 avril-mai 1940 ; n° août-sept.-oct. 1942 ; n° nov.-déc. 1943 ; n° janv.-févr. 1943 ; n° juin-juillet-août 1943.

8. N°119, année-1940-1941 ; n°120, avril 1940 ; n° spécial, *circulaire du 24 mai 1940* ; n°121, janv. 1941 ; n° spécial, *circulaire du 25 décembre 1942* ; n° spécial, *notices biographiques de l'Institut des Petits frères de Marie*, sept. 1942 ; n°124, avril 1942-juillet 1943.

9. N°447, février 1940 ; n°448, mars 1940 ; n°449, avril 1940 ; n°450, mai 1940 ; n°452, juillet-août-sept. 1940 ; n°453, oct. 1940 ; n°458, mars 1941 ; n°459, avril 1941 ; n°460, mai 1941 ; n°461, juin 1941.

Dossier 4

Société des Missions africaines de Lyon : demande de reconnaissance légale de 1922

* demande d'autorisation pour les établissements de Lyon : siège social et grand séminaire ; de Marseille : procure ; de Martique-Ferchaud (Ille-et-Vilaine) : formation des coadjuteurs laïques ; de Saint-Priest (Isère) : formation ; de Baudonne (Loire-Inférieure, Cne de Rèze) : ??? ; de Tourcoing (Nord) : procure ; de Chamalières ("les Roches") et son annexe de Mozac (Puy-de-Dôme) : formation et maison de retraite ; de Paris (293 rue de Vaugirard) : procure ; de La Croix (Var, cne de Gassin) : sanatorium et maison de convalescence ; de Vigneule (Moselle) : formation des coadjuteurs laïques et maison de retraite ; de Bischwiller et de Saint-Pierre (Bas-Rhin) : formation.

(doc. hab. ; note 1 historique sur la congrégation des Missions africaines de Lyon, s.d. ; duplicata 2 de documents constituant le dossier de demande de 1901 ; note 3 sur le grand séminaire de Lyon ; rapport 4 sur l'origine, le développement et l'utilité publique de l'oeuvre ; avis des préfets et des conseils municipaux ; documents parlementaires ; brochure "Faut-il autoriser les congrégations ? / les Missionnaires africains de Lyon" 5 , par M. Barrès) 6

1922

1. Document n°3^{ter}.

2. Documents n°4 à 9.

3. Document n°16

4. Document n°38.

5. Paris, Librairie Plon, [1923].

6. Documents numérotés de 1 à 119. Les n°s 17 à 34 manquent : peut-être est-ce lié à une note indiquant "Trier à part, SVP, élimination du fonds".

Dossier 5

Société des Missions africaines de Lyon : affaires diverses

1937-1947

F/19/20336

Dossier 1

Association des Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique (ou Pères Blancs) : demande de reconnaissance légale de 1922

* demande d'autorisation pour les établissements du département d'Alger : Maison-Carrée, Saint-Cyprien des Attafs, Sainte-Monique (Attafs), Nou-Nouh (c ne Dra-El-Mizan), Oughzen (douar Beni Menguellet, cne Djurdjura), Taourirt Abdallah (douar Ouachia, c ne Fort-National), Taguemount Azouz (douar Beni Mamoud, c ne Fort-National), propriété de l'Olivier de l'Oued-Aissi (douar Iraten, c ne Fort-National), Att Larba (c ne Fort-National), Djemaa Saharidj ; du département de Constantine : Iril Ali (c ne Akbou), Sainte-Madeleine (c ne Kerrata) ; du territoire du Sud : Chardata, Ouargla, El-Goliah, aumônerie de Saint-Charles, Lagonat, Géryville, Ain-Sefa ; de Saint-Laurent-d'Olt (Aveyron) : noviciat et enseignement secondaire pour élèves étrangers ; de Marseille : procure ; de Port-à-Binson (Marne, c ne Châtillon-sur-Marne) puis de Kerbois (Morbihan, c ne d'Hennebont) : noviciat 1 ; de Lille : noviciat ; de Paris (rue Friant) 2 : procure.

(doc. hab. ; avis des préfets et conseils municipaux ; documents parlementaires ; parties des dossiers de demandes de 1901 et 1914 ; inventaire très précis du mobilier des établissements 3 ; statuts imprimés de la "Société immobilière et agricole de l'Harrach", 1901 ; statuts imprimés de "l'Association franco-algérienne pour l'expansion de l'influenc française dans l'Afrique du Nord", 1909) 4.

(1901)-1929

1. Déplacement consécutif à la guerre de 1914-1918.
2. Anciennement rue Cassette.
3. Document portant le n°13.
4. *A noter* : les documents remis par les Pères Blancs sont numérotés de 1 à 120.

Dossier 3

Société des Missionnaires du Levant (ou Capucins) : demande de reconnaissance légale de 1922

* demande pour les établissements de Lyon : siège social ; des missions de Constantinople et des Indes anglaises (Rajputar) : Le Mans, Dinard, Nantes, Angers, Calais ; des missions d'Abyssinie, de Djibouti et du Canada : Toulouse, Carcassonne, Cognac (Charente), Mont-de-Marsan, Bayonne ; des missions de Syrie, de Mésopotamie, de Cillicie et du Liban : Crest (Drôme), Valbrian (Drôme), Marseille (procure générale maritime), Bastia, Saint-Etienne ; de la mission des Seychelles et des Etats Rio-Grande do Sul et Matto Grosso du Brésil : Annecy, Meylan (Isère), Chambéry, Ambialet (Tarn).

(doc. hab. ; documents parlementaires ; avis des préfets et des conseils municipaux) 1

* renseignements supplémentaires sur un établissement à Saint-Symphorien-le-Comte (Indre-et-Loire), 1922.

* substitution d'un établissement à Fontenay-le-Comte à celui de Carcassonne dans la demande, 1923.

1. *A noter* : les documents remis par les Capucins sont numérotés de 1 à 90.

Dossier 4

Société des Missionnaires du Levant (ou Capucins) : affaires diverses

Dont :

- b. projet d'ouverture d'un petit séminaire à Besançon, 1936.
- c. école séculière irrégulière de Saint-Fidèle à Angers, 1937.
- d. entrées en France de religieux, 1928-1947.
- e. établissement de Chambéry, 1932-1944.
- f. coupures de presse, 1920-1935.

1920-1927

F/19/20337

Dossier 1

Missionnaires des Sacrés Cœurs et de l'Adoration perpétuelle (ou Pères de Picpus) : demande de reconnaissance légale de 19XX et relance de la demande de 1927-1929

* demande pour les établissements de Paris : siège social, procure et école supérieure ; de Montgeron (Seine-et-Oise) : noviciat ; de Châteaudun (scolasticat) ; de Sarzeau (Morbihan) : école apostolique, infirmerie ; de Villefranche (Aveyron) : école apostolique, maison de retraite ; du Havre : procure.

(doc. hab. ; notice historique sur la Congrégation des Sacrés-Coeurs 1 ; descriptions des missions au Chili et au Pérou, aux îles Hawaï , aux îles Marquises et à Tahiti 2 ; note 3 de l'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, du 12 octobre 1927 ; note du Nonce transmise par le ministère des Affaires étrangères 4 , mars 1927 ; importante note du Directeur du contrôle de la Comptabilité et des Affaires algériennes au ministère de l'Intérieur, 1928 et pièces annexes : renseignements sur la reconstitution de communauté, 1921-1928) 5

1923-1929

1. Document n°11.
2. Respectivement documents n° 13, 13bis, 14, 15 et 16.
3. Document n°18.
4. Documents n°21 et 22
5. Documents remis par les Pères de Picpus numérotés de 1 à 29, avec beaucoup de numérotation en *bis*.

Dossier 2

Missionnaires des Sacrés Cœurs et de l'Adoration perpétuelle (ou Pères de Picpus) : affaires diverses, ? ? ? ? ?.

Dont :

* brochures, 1931-1940 : Annales des Sacrés-Coeurs : écho des missions picpuciennes 1 ; Semaine religieuse ...de l'archidiocèse d'Aix 2 ; Revue du diocèse d'Annecy 3.

* demandes d'entrées de religieux étrangers, 1945-1946.

* ouverture d'un établissement à Colmen (Moselle), 1946.

1931-1946

1. N°359, juillet 1931 (2 ex.) ; n°360-361, août-sept. 1931 ; n°363, novembre 1931 ; n°364, déc. 1931.
2. N°24, 12 juin 1932.
3. N°25, 17 juin 1932.

Dossier 3

Pères du Saint-Esprit : affaires diverses

a. divers, 1921-1930 : brochure La Congrégation du Saint-Esprit, Paris, rue Lhomand, 30 - sa situation légale, ses statuts (s.d.) ; vœu du comité haïtien de l'Alliance française demandant l'autorisation d'ouverture de noviciat en France par les Pères du Saint-Esprit, les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, les Filles de la Sagesse et les Frères de l'Instruction chrétienne, 1927 ; statistiques du clergé séculier et régulier en Haïti, 1930 ; notices biographiques sur les R.P. Yves Pichon, Joseph Le Mintier de La Motte-Basse, Charles Desmats, François Monnier et Noël Faure, s ; coupures de presse, 1921-1926.

b. élection comme supérieur général de Mgr Le Hunsec en 1926 et 1938, et du R.P. Francis Griffin (irlandais) en 1950.

(correspondance ; coupures de presse)

c. demande d'achat d'un terrain rue Lhomond pour agrandir le séminaire colonial, 1929.

(lettres d'appui du ministre des Affaires étrangères, du ministre des Colonies et du prof. Rivet, du Musée de l'Homme, s) 1.

d. vente d'un terrain sis rue Rataud à la ville de Paris et reconstruction des bâtiments détruits dans la nouvelle voie percée (rue Erasme), 1937.

(décret d'autorisation ; doc hab. - 3 ; devis des bâtiments à élever par Jules Astruc ; 1 plans)

e. établissement de Chevilly (Seine) : acquisition du château, 1929-1932 (décret autorisant l'achat ; doc. hab. - 3 ; acte de vente) ; demande d'autorisation de transporter dans le cimetière privé de leur maison de Chevilly les sépultures des 11 membres enterrés dans le cimetière communal de Chevilly, 1915-1935.

f. massacre de Kongolo (Congo), 1962.

1915-1962

1. Cette demande repose sur le fait que sans possibilité d'agrandissement les territoires brésiliens de Teffé et du Haut Jurna risquent d'être laissés à la province allemande des Pères de Picpus. Le prof. Rivet apporte son concours en raison de l'intérêt de ces territoires pour l'étude des langues et de l'histoire amérindiennes. Malgré ces soutiens, la demande reste sans suite, le terrain visé étant déjà attribué à l'Ecole normale supérieure.

Dossier 4

Petites Soeurs du Sacré-Coeur de Jésus (dites de Charles de Foucauld).

* demande de dispense de taxe pour la carte d'identité des religieuses étrangères, 1937.

* brochure "Bulletin trimestriel des anciens élèves de Saint-Sulpice" (n°145, 15 mai 1936 : article sur les Soeurs du Sacré-Coeur de Jésus, p. 366).

1936-1937

F/19/20338-F/19/20341

II. DONS ET LEGS.

F/19/20338

Dossier 1

Legs Baille.

Dossier 2

Legs de Melle Marie Bausinger.

Dossier 3

Legs Bayard.

Dossier 4

Legs Blankaert.

Dossier 5

Legs Boegner.

Dossier 6

Legs de Paul-Marie-Joseph Bonnaud aux Petites soeurs des Pauvres à Marseille et aux Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul à Marseille (rue Vincent-Leblanc).

(doc hab - 3)

Dossier 7

Legs Bosc.

Dossier 8

Don Caralp.

Dossier 9

Legs Chabeuf.

Dossier 10

Legs Clause.

F/19/20339

Dons et legs : Clo à Leb.

Dossier 1

Legs Clouard.

Dossier 2

Legs Cretté.

Dossier 3

Legs David.

Dossier 4

Legs de Mme veuve Evans à l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine (Seine)

(A noter : brochure "The amirican hospital of Paris ; annual report 1928")

(1914)-1918

Dossier 6

Legs Gallet.

Dossier 7

Legs Gerbaud.

Dossier 8

Legs Guyomar.

Dossier 9

Legs Hervé.

Dossier 10

Legs Huertas.

Dossier 11

Legs de Mathilde Bloin, veuve Humbert.

* à la fabrique de Saint-Amour-Bellevue (Saône-et-Loire, cne de Saint-Vérand) : dossier d'attribution à la commune de Saint-Vérand des biens de la fabrique de Saint-Amour-Bellevue en 1910-1914 ; réclamation des arrérages d'un titre de rente sous séquestre depuis 1907, par la fabrique de Saint-Amour-Bellevue en 1938.

Dossier 12

Legs Jacquier.

Dossier 13

Legs Koessler.

Dossier 14

Legs Leblanc.

F/19/20340

Dons et legs : Lej à Sch.

Dossier 1

Legs Lejeune.

Dossier 2

Legs Lévi.

Dossier 3

Legs d'Eva-Julie Leducq, veuve Libermann

* aux Pères du Saint-Esprit.

1930-1931

Dossier 4

Legs Lombard.

Dossier 5

Legs Mettey.

(A noter : brochure Règlements synodaux votés par le Synode général de l'Eglise évangélique luthérienne de France des 12 juin 1928 et 8 juin 1931, premier supplément XL à XLVIII, Paris, 1932).

Dossier 6

Legs Mossot.

Dossier 7

Legs Raizon.

Dossier 8

Legs Don Robert.

Dossier 9

Saltzmann.

Dossier 10

Legs de Jeanne-Marie Sano

* aux Pères du Saint-Esprit.

1927-1933

Dossier 11

Legs Saux.

Dossier 12

Legs Schultz.

F/19/20341

Dons et Legs : SO à Y et divers.

Dossier 1

Legs Soulas..

Dossier 2

Legs Stewart.

Dossier 3

Legs Taranne.

Dossier 4

Legs Velluz.

Dossier 5

Legs Yver-Bapterose.

Dossier 6

Dons de la Society for the propagation of the Gospel in Foreign Parts" à l'église réformée de Dieppe

1954-1956

Dossier 7

Dons et legs à des établissements non reconnus :

* legs DARDENNE aux filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, 1929

(1 pièce).

* legs de Mme veuve Rémy THIBOUT aux filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul à Reims, 1928.

(2 pièces).

* legs de Melle Pauline BEAUSSART aux filles de la Charité de saint-Vincent-de-Paul, orphelinat de Crécy-en-Ponthieu, 1930.

(1 pièce).

* legs de Julie-Amélie LAMON, veuve ACLOQUE aux soeurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul à Amiens, 1929-1931.

* legs de Delphine-Elisa COUDELIN, veuve BELIN, aux soeurs de la Charité de la Présentation de la Vierge de Saint-Symphorien-lès-Tours, pour l'établissement d'Amboise, 1929-1931.

F/19/20342-F/19/20344

Edifices culturels.

F/19/20342

Dossier 1

Aliénation des biens du Tertio : avis du Conseil d'Etat du 29 juillet 1919.

a) avis du Conseil d'Etat du 2 février 1909 sur l'interprétation du paragraphe 1/3 de l'article 9 de la loi du 9 décembre 1905, modifié par la loi du 13 avril 1908 : importantes notes de P. Sauret et Huot sur la question de l'inaliénabilité des immeubles remis aux collectivités territoriales en vertu de l'art. 9, § 1, alinéa 3 de la loi du 9 décembre 1905, modifiée en vertu du § 1, 30 de l'article 1 de la loi du 13 avril 1908 (obligation de jouissance en nature ; attribution à des oeuvres de bienfaisance ou d'assistance, 1911 et 1925 ; avis du Conseil d'Etat du 26 janvier 1912 concernant le petit séminaire de Vesailles ; note de M. Vilar sur cette question, ; pièces isolées traitant de ce problème réunies sous le titre "vieux précédents" : immeuble du provenant du séminaire d'Angoulême à Richemont (Charente) ; villes de Langres ; ville de Troyes (construction d'une école de garçon au lieu d'un lycée de filles dans l'ancien petit séminaire) ; département de l'Aube (immeuble rue Girardon à Troyes) ; département de la Vienne (utilisation de fonds provenant d'une aliénation de biens ecclésiastiques à des usages non conformes ; vente du grand séminaire de Sées par l'hôpital de Sées), s.

b) note anonyme au ministre sur les anciens biens diocésains, 16 novembre 1922 ; autre note sur les "biens diocésains attribués par application de l'article 1, paragraphe 3 de la loi du 13 avril 1913", 8 août 1913 ; "note sur la situation de l'ancien petit séminaire de Pamiers", s.d. ; lettre du ministre de l'Intérieur à celui des Affaires étrangères sur ces questions, 10 décembre 1923 ; note sur les "biens diocésains (aliénations, cessions, acquisitions)", par départements, 9 décembre 1921.

Dossier 2

"Eglises : entretien, construction, grosses réparations, horloges" (dossier de principes).

a) fiches de principes ou d'exemples du Bureau des Cultes sur la question des édifices culturels

* 2 importantes notes sur l'entretien des églises, s.d. [avt 1914].

* "Affaire du petit séminaire de Monistrol-sur-Loire (Haute-Loire) attribué au Conseil général de la Haute-Loire et qui ne sait qu'en faire" à l'origine du décret du 29 juillet 1919 sur l'aliénation des biens du Tertio : attribution en 1910 à la commune de Monistrol, sur l'appui du député Edouard Néron ; demande d'aliénation, avec appui du sénateur Charles Dupuy, en 1919 et avis du CE du 29 juillet 1919 ; nouvelles demandes d'aliénation avec l'appui du sénateur Edouard Néron en 1924 et 1932.

a') Avis du CE sur ces matières, 1911-1943, notamment :

* 26 décembre 1913 contre l'arrêté du maire d'Orléans décodant la démolition de la vieille tour de l'église Saint-Paterne.

* 19 novembre 1920 contre le droit d'une commune de recevoir en don une église privée à charge d'y maintenir le culte.

* 20 mai 1933 sur la substitution des communes aux travaux d'entretien des églises affectées au culte et sur la possibilité de financer une reconstruction en cas de démolition d'une église par nécessité de travaux publics.

* 2 mars 1937 contre le financement par une commune de l'achèvement d'une église

b à l) Autres avis du CE et correspondances émanant du Bureau des Cultes (1 ou 2 pièces par dossier sauf f), de 1907 à 1962 (principalement 1936-1946), concernant :

b) les abords des églises ;

c) l'achèvement des églises ;

d) l'agrandissement des églises ;

e) les constructions d'églises ou autres édifices culturels ;

f) les désaffectations d'églises (1909) : fiches de principe de la Direction des Cultes ; circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets sur les objets mobiliers ; lettre d'A. Briand à M. Barrès sur la désaffectation de l'église de Crisy-Suisnes (copie) ; dossiers sur la désaffectation de l'église de Madière (Hérault, cne de Saint-Maurice), avec 1 photographie et 1 croquis ; dossier sur la désaffectation de la vieille église de Châlette (Loiret) ;

g) les emprunts pour financer l'entretien des églises ;

h) l'entretien des églises (1907) ;

i) la reconstruction des églises ;

j) la vente des églises ;

k) l'attribution du compte de séquestre du Sacré Coeur de Montmartre ;

l) exemplaire de La Croix du 5 mai 1935 avec un article sur "la grande pitié des églises rurales".

Dossier 4

arrêt du CE du 15 juillet 1938 reconnaissant qu'un immeuble communal peut être affecté cumulativement comme école publique et comme temple protestant contre la requête de l'Association culturelle d'Allondans-Dung (Doubs) et du consistoire de Montbéliard.

1938

Dossier 5

Demande de subvention de l'achèvement de l'église du plateau d'Assy (Haute-Savoie)

1940-1941

Dossier 6

Requête par l'évêque d'Evreux concernant les anciens évêché et grand séminaire (et réoccupation selon d'ingénieuses modalités légales) après destruction des nouveaux lors de la guerre.

(dont recommandation du sénateur Prosper Josse, ; "note sur la situation politique dans le département de l'Eure" d'Astorg, chef de la Légion de l'Eure, 6 mars 1941).

1940-1945

Dossier 7

Eglises en co-propriété communale

1942-1954

F/19/20343

Edifices cultuels : dommages de guerre. XXXX.

Dossier 1

Dommages de guerre. XXXX-XXXX.

a) Régions libérées, 1922-1927.

(dont "liste des affaires de dommage de guerre par départements" avec colonne localités et noms de congrégations).

b) lois des 5 août 1940, 11 octobre 1940, 9 février 1941, 10 février 1941, 19 avril 1941, 12 juillet 1941 et 8 novembre 1941 et dossier de correspondance concernant des demandes de subvention, 1940-1943.

c) circulaires, 1944-1946.

d) demande de crédit présentée par la "Fédération nationale des groupement d'églises et édifices religieux sinistrés", 1947.

(dont liste de priorité établie par le groupement "églises sinistrées : ordre de priorité de reconstruction, liste nationale" donnant pour 238 bâtiments, sur 5500 sinistrés, un n°, villes, département, travaux : montant, travaux : tranche 1947, total de la partie puis du tout).

e) correspondance et notes sur la reconstruction des édifices cultuels sinistrés par faits de guerre, 1952.

f) idem, 1953.

g) transfert d'édifices du plan national au plan départemental, 1952-1954.

h) fonds d'emprunt

i) application de l'article 5 du décret du 14 septembre 1954 concernant l'équilibre financier des projets de reconstruction des bâtiments publics, 1955-1956.

(à signaler : note sur la reconstruction des bâtiment publics de la ville de Saint-Lô et schéma sur la valeur des immeubles en 1939 et le coût des travaux envisagés, 15 mars 1955)

j) reconstruction (notes et correspondance), 1954-1955.

k) question du sort de l'indemnité afférente à une église qui ne sera pas reconstruite (correspondante), 1954.

l) arrêt du CE du 22 juin 1956 sur la requête de la Société coopérative diocésaine de reconstruction immobilière du Calvados contestant l'application aux édifices cultuels du titre V du bordereau général des prix.

Dossier 2

Dossiers particuliers formant principes.

F/19/20344

Edifices cultuels. XXXX-XXXX.

Dossier 1

Dommages de guerre : dossiers particuliers, XXXX-XXXX.

Dossier 2

Restauration, principalement demandes de subvention (tout petits dossiers sauf h)

a) Amboise (Indre-et-Loire) : église Saint-Denis, transformation de l'installation électrique, 1969.

b) Chartres (Eure-et-Loir) : restauration de l'orgue de la cathédrale, 1951.

c) Fayl-Billot (Haute-Marne) : réfection des vitraux, 1973.

- d) La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie) : remplacement de l'orgue, 1953.
- e) Royan (Charente-Marienne) : achat de vitraux, 1964.
- f) Sancy-les-Provins (Seine-et-Marne) : réparation de l'église, 1972.
- g) Saturargues (Hérault) : réfection de l'église, 1973.
- h) Sospel (Alpes-Maritimes) : réfection de la cathédrale saint-Michel, conflit entre le maire et l'architecte des Bâtiments de France, 1974.
- i) Tournais (Loiret) : refonte d'une cloche et réfection du socle de la croix, 1966.
- j) Tulle (Corrèze) : restauration des orgues de la cathédrale, 1968.
- k) Vrigne-Meuse (Ardennes) : pose de vitraux, 1970.

1951-1974

Dossier 3

Eglise de Dugny (Seine)

(à signaler : pétition des paroissiens, 118 pages, pour la reconstruction, 22 octobre 1960).

1959-1961

Dossier 4

possibilité pour l'hôpital de Nérès-les-Bains (Allier) de vendre le domaine de Rouellon provenant de la donation en 1724 de mme de La Fauconnière aux Filles de la Charité de Montoire (Loir-et-Cher)

1963

Dossier 5

Création de la Commission consultative d'aménagement des églises de la Ville de Paris

(à signaler : brochure "L'Eglise, maison du peuple de Dieu : réforme liturgique et architecture", publiée par le Centre national de pastorale liturgique, juin 1968)

1968-1971

F/19/20345

Dossier 1

Aumôniers militaires.

a) affaires diverses, 1941-1944.

b) aumôniers des zones d'occupation, 1945-1946.

(correspondance et notes, dont nomination du chanoine Picard de la Vacquerie, du pasteur Sturm et du rabbin Jean-Eichiski-Zundel comme aumôniers inspecteurs pour les troupes d'occupation en Allemagne et en Autriche, 1946)

1941-1948

Dossier 2

Aumônerie des établissements d'assistance, XXXX-XXXX.

dont :

* règlement intérieur du préventorium départemental du Mesnil-Saint-Denis, s.d.

* règlement général des établissements départementaux, 26 avril 1946.

* évêque : Benjamin Octave Roland-Gosselin ? ? ? ?

* semaine religieuse du diocèse de Versailles, n° 52 (30 déc. 1945) ; 2 (13 janvier 1946) ; 3 (20 janvier 1946), 4 (27 janvier 1946) ; 23 (6 juin 1948) ; 24 (13 juin 1948).

* Conseil général de Seine-et-Oise : session extraordinaire du 10 décembre 1945, compte rendu analytique ; session extraordinaire du 4 février 1946, compte-rendu analytique ; session extraordinaire du 27 mai 1948, compte-rendu analytique.

Dossier 3

Catéchisme et enseignement religieux dans les établissements scolaires publics

* extraits du JO, 1940-1941.

* enseignement et aumônerie, 1941-1946 : questions diverses dont locaux, application de la loi du 10 mars 1941 sur l'intégration dans les heures de cours de l'instruction religieuse (facultative) ; fournitures ; rémunération des aumôniers ; suppression de l'instruction religieuse dans les lycées en 1944.

* catéchisme du diocèse d'Alger, 1945.

* presse : La Légion (n° du printemps 1941) ; Semaine religieuse de Limoges (n°10, 9 mars 1945 ; 11, 16 mars 1945 ; 36, 5 octobre 1945).

1940-1941

F/19/20346-F/19/20349

Police des Cultes et vie religieuse. XXXX-XXXX.

F/19/20346

Dossier 1

Desserte spirituelle des étrangers

1948

Dossier 2

Prêtres italiens

* attitude suspecte des prêtres italiens à Toulon et dans le Var, 1939.

(rapport du commissaire de police spéciale transmis par le préfet ; réponse du Bureau des Cultes)

* attitude des prêtres italiens, 1946.

(note de la préfecture de Police, 1er mai 1946 ; enquête auprès des préfets)

1939 et 1946

Dossier 3

Problèmes cultuels posés par l'acquisition des territoires italiens.

1947-1960

F/19/20347

Police ou gestion des cultes.

1920-1945

Dossier 1

Affaires diverses dans le Doubs

dont :

* inhumation du chanoine Jacquot dans l'église d'Audincourt, 1932.

* avis du CE du 13 janvier 1932 contre un arrêté de la municipalité de Morteau interdisant toute manifestation religieuse sur la voie publique, sur le pourvoi de Dumont, curé et à propos de la Fête Dieu, 1929-1932.

- * inhumation de Mgr Gauthey, archevêque de Besançon dans l'église du Sacré-Coeur à Besançon, 1931.
- * agrandissement de l'église communale d'Audincourt aux frais du desservant, l'abbé Jacquot, 1929.
- * protestation du sénateur Ordinaire contre le vote de crédits par le conseil municipal de Doubs (Doubs) pour l'achèvement du clocher de l'église, 1928.
- * désaffectation de l'église de Dampierre-les-Bois, 1928.
- * protestation du pasteur Petrequin contre la fin de la location du presbytère par la municipalité de XXX, repris pour y établir une école, 1928.
- * location à l'association diocésaine de l'archevêché de Besançon de la chapelle de l'ancien séminaire, 1927.
- * demande de subvention par la commune d'Arc-et-Senans pour la reconstruction du clocher de l'église, 1921.

1920-1932

Dossier 2

Affaires diverses

1942

Dossier 3

Affaires diverses

1943

Dossier 4

Affaires diverses

1944

Dossier 5

Affaires diverses

1945

F/19/20348

Police ou gestion des cultes.

1950-1959

Dossier 1

Affaires diverses

1950-51

Dossier 2

Affaires diverses

1952-53

Dossier 3

Affaires diverses

1954

Dossier 4

Affaires diverses

1955

Dossier 5

Affaires diverses

1956

Dossier 6

Affaires diverses

1957

Dossier 7

Affaires diverses

1958-1959

Dossier 8

Costume ecclésiastique. ??????

a) port illégal du costume ecclésiastique par Louis Houdiard, colporteur, dit "l'abbé Raidou", 1951-1958.

b) proposition de loi n° 1354 du 30 juin 1961, de Frédéric Dupont, tendant à modifier l'art. 259 du code pénal en vue de la protection du costume ecclésiastique (reprise de ces précédentes propositions de 1938, 1951 et 1955-1956), 1951-1962.

F/19/20349

Processions.

Dossier 1

Notes et correspondances diverses, 1908

à noter :

* rétablissement des processions à Caen, 1921.

(extrait du journal Le Pays normand du 21 mai 1921 ; affiche contre les processions "citoyen libre, réveille-toi !")

* décret loi du 23 octobre 1935 sur les réunions sur la voie publique : dispense de déclaration pour les sorties... conformes aux usages locaux (texte joint à une lettre de 1942).

* la Fête-Dieu à Besançon, 1945.

* la Fête-Dieu à Auch, 1945.

* réception de Notre-Dame de Boulogne à Saint-Claude (Jura), 1947.

* mission à Châlons-sur-Marne, 1950.

1927-1950

1 pièce

Dossier 2

Arrêts du Conseil d'Etat, (ancien "petit dossier, pochette noire n°30).

1924-1948

Dossier 3

Recours collectifs auprès du Conseil d'Etat contre des décisions administratives interdisant ou autorisant des processions

a) pourvoi de La Celle, Clément et consorts contre le maire d'Orsennes (Indre), interdisant toute manifestation lors de l'érection et bénédiction d'une statue de Jeanne d'Arc, 1910-1911.

b) voir page 30 noire.

c) pourvoi du consistoire luthérien de Colmar contre la fixation de l'itinéraire des processions par le maire de Colmar (voir dact. p. 17, n°183).

1910-1958

Dossier 4

Recours de particuliers auprès du Conseil d'Etat contre des décisions administratives interdisant des processions : noms de requérants A à L

1921-1950

Dossier 5

Recours de particuliers auprès du Conseil d'Etat contre des décisions administratives interdisant des processions : noms de requérants M à V

1913-1955

F/19/20350

C) ASSOCIATIONS CULTUELLES / D) DOM-TOM

Associations cultuelles ; DOM-TOM. XXXX-XXXX.

Associations cultuelles.

Dossier 1

Législation diverse

a) exonération d'impôt pour les biens réattribués aux associations cultuelles en vertu de l'art. 112 de la loi de Finances du 29 avril 1926, 1926-1930.

b) exécution par les associations diocésaines des charges pieuses grevant les biens ecclésiastiques attribués aux collectivités territoriales et aux établissements publics (circulaire du ministre de l'Intérieur du 10 novembre 1927), 1924-1938.

c) note relative aux deux questions précédentes, 1926.

1924-1938

Dossier 2

législation diverse

a) statut légal des associations diocésaines, 1940.

b) attribution aux associations diocésaines des biens des anciens établissements ecclésiastiques restés sans affectation (loi du 12 avril 1943 prorogeant le délai d'application de la loi du 15 février 1941).

1940-1943

Dossier 3

Droit d'enregistrement dus par les associations diocésaines : préparation et application de la loi du 15 novembre 1943

1927-1961

Dossier 4

Associations culturelles particulières :

- a) association paroissiale de Saint-Sulpice (Paris, Seine) : création, 1918-1919.
(statut et liste des membres, rapport d'enquête de la préfecture de Police)
- b) association évangélique de La Garde (Var) : statuts, 1918-1919.

Dossier 5

Associations culturelles particulières : Eglise anglo-américaine de Dinard (Côtes-du-Nord)
(demande de reconnaissance d'utilité publique)

1953-1955

Dossier 6

4e centenaire de l'Eglise réformée de France et 15e anniversaire des consistoires israélites

1958-1959

DOM-TOM.

Dossier 7

Statuts des cultes

- * décret du 6 février 1911, relatif à l'application de la loi de Séparation de 1905 en Martinique, en Guadeloupe et à la Réunion.
- * nomination des évêques dans les départements d'Outre-Mer : application de l'aide mémoire du 20 mai 1921, jusqu'en 1960 pour l'évêché de la Réunion.
- * statuts juridiques et tutelles des congrégations religieuses féminines, 1959-1965.
- * statut des édifices cultuels de Saint-Martin (Guadeloupe), 1964.

1911-1965

Dossier 8

Affaires diverses

- * reconstruction de la loge des "élus d'Occidents" à Basse-Terre (Guadeloupe), 1949.
- * subvention à l'école technique privée dite de Saint-Jean-Bosco à Gourbeyre (Guadeloupe), 1951.
- * subvention aux Soeurs de Saint-Joseph-de-Cluny à la Martinique, 1951.
- * transfert de la léproserie de la Désirade au village hansénien de Pointe-Noire (Guadeloupe), 1953.
- * délimitation de la frontière entre la Guyane et le Brésil, 1956.

1949-1957

F/19/20351

E) ALGERIE

1907-1978

Dossier 1

Statuts des cultes

dont :

- a) décret du 27 septembre 1907 et décrets des 28 août 1908 et 2 septembre 1910.
- b) extension à l'Algérie de la loi du 25 décembre 1942 sur XXXX : décret du 27 février 1947 et du 15 mars 1962.

- e) voir noire p. 31.
- f) avis du Conseil d'Etat du 20 octobre 1953.
- i) Loi algérienne du 31 décembre 1962 reconduisant la législation française antérieure pour les congrégations, 1962-1966.

1907-1962

Dossier 2

Affaires diverses
voir noire p. 31.

1945-1965

Dossier 3

Associations cultuelles,
voir noire p. 31.

1916-1962

Dossier 4

Pensions des ministres des cultes : dossier général
voir noire p. 32.

1963-1967

Dossier 5

Pensions des ministres des cultes : dossiers particuliers
voir noire p. 32.

1862-1978

F/19/20352-F/19/20356

F) ALSACE-LORRAINE

F/19/20352

Alsace Lorraine

Dossier 1

Statut des cultes en Alsace-Lorraine et historique des services chargés de leur gestion

* note sur "l'Alsace et la Moselle en face de l'école laïque", 1945.

* note sur "le problème de l'unification législative en Alsace, s.d.

* 3 notes sur le statut scolaire de l'Alsace-Lorraine, 1944-1945.

* "rapport sur la situation des cultes reconnus dans les départements du Rhin et de la Moselle au mois de juin 1945".

* note sur les pasteurs-auxiliaires, les pasteurs vicaires et les vicaires, 1954.

* "le régime des cultes dans les départements du Rhin et de la Moselle : exposé historique et systématique", par Paul Ernewein, sous-préfet, chef du service des Cultes et du statut local des départements du Rhin et de la Moselle, 1972.

* note sur "le pouvoir disciplinaire de l'Etat vis-à-vis des ministres des cultes reconnus en Alsace-Lorraine", 1975 (photocopie).

* note sur "le régime des cultes en Alsace-Lorraine ; situation du culte catholique", 1976.

* note sur "la modification de l'organisation des Eglises réformée et luthérienne en Alsace-Lorraine", 1976.

* note sur "l'organisation des Eglises protestantes en Alsace", 1979.

1927-1979

Dossier 2

Indemnités allouées aux ministres des cultes pour frais de représentation et de "visitation"
voir dact. p. 19, n°205

1944-1981

Dossier 3

Indemnités de résidence allouées aux ministres des cultes
voir dact. p. 19, n°206

1947-1963

Dossier 4

Indemnités diverses allouées aux ministres des cultes

1945-1966

Dossier 5

Sunvention pour frais d'administration allouées aux aurorités supérieures du culte luthérien

1952-1966

Dossier 6

Dossier sur le pasteur Charles Bartholomé, président de la Commission synodale de l'Eglise réformée d'Alsace-Lorraine
voir dact. , p. 19, n°207

1949-1962

Dossier 7

Petit séminaire catholique Saint-Etienne à Strasbourg (Bas-Rhin)
a) achat de biens à Starsbourg et à Colmar, 1952-1955.
b) projet de vente du château de Martenheim, 1955.
voir dact. p. 20

1952-1955

Dossier 8

Paroisse luthérienne de Bischeim-Hoeneim : vente de niens
voir dact. p. 20

1963

Dossier 9

Consistoire luthérien du Temple neuf à Strasbourg : vente et achat de biens

1964

F/19/20353

Alsace-Lorraine : affaires communales.

1947-1974

Dossier 1

Affaires diverses (dossiers cotés a à e)

- a) réglementation contre les incendies, corps de pompiers, 1944-1946.
- b) circonscriptions administratives territoriales, section des communes, 1945.
- c) taxes communales, 1945-1946.
- d) application en Alsace-Lorraine de l'article 51 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, 1948.
- e) police des édifices menaçant ruines, 1948.

1947-1950

Dossier 2

Affaires diverses (dossiers cotés f à n)

- f) étatisation de la police à Mulhouse, 1952.
- g) projet du quai des Belges à Strasbourg, 1953.
- h) renouvellement du cadastre en Alsace-Lorraine : loi du 31 mars 1884.
- i) recensement de la population , 1950-1954.
- j) création d'une société d'économie mixte départementale immobilière, 1954.
- k) tutelle des délibérations des conseils généraux et communaux, 1955.
- l) contrats et marchés : délégation de pouvoirs aux maires, 1956.
- m) protection contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public, 1956.
- n) architectes communaux, 1956.

1952-1956

Dossier 3

Affaires diverses (dossiers cotés o à y)

- o) gare routière de Strasbourg, 1957.
- p) soumission au régime forestier, 1957.
- q) demande de la ville de Hayange (XXXXXXX) de devenir "grande commune", 1957.
- r) droits perçus par les communes à l'occasion de la délivrance d'autorisations administratives, 1958.
- s) construction d'un marché à Strasbourg, 1957-1958.
- t) conflit de limites entre les communes de Rosenau et Kembs (Haut-rhin), 1959.
- u) transcription au livre foncier des actes administratifs concernant des opérations immobilières effectuées par les communes et établissements publics (1 note, s.d.).
- v) contrôle de travaux communaux dans le Rhin et Moselle, 1959.
- w) affiliation à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales de la Chambre des Métiers d'Alsace et de la Chambre des Métiers de la Moselle, 1959.
- y) unification législative dans les questions vétérinaires, 1959.

1957-1959

Dossier 4

Affaires diverses (dossiers cotés z à p')

- z) dénomination des rues, 1960.
- a') approbation des garanties acceptées par les communes pour l'amortissement des emprunts, 1962.
- b') plan d'équipement en abattoirs privés, 1962.
- c') manment et paiement des salaires des bûcherons, 1962.

- d') secours alloués aux bûcherons, 1964.
- e') ordonnancement d'office des recettes, 1964.
- f') vente de bois, 1964.
- g') tutelle administrative des préfets sur les grandes communes, 1966.
- h') délibérations du conseil municipal de Starsbourg, 1966.
- i') bois en régie communale, 1968.
- j') circulation, 1967.
- k') legs Lucie Boetsch, veuve Groell, à la ville d'Altkirch (XXXX-Rhin)
- l') dépense d'eau et de chauffage du personnel enseignant, 1967.
- m') recrutement de bûcherons et ouvriers forestiers, 1968.
- n') registres de délibérations des conseils municipaux : réforme, 1969.
- o') tarif d'utilisation des halles d'exposition de Mulhouse (XXXX-Rhin), 1968-1970.
- p') vente de produit horticoles dans le cimetière de Bischheim (Bas-Rhin), 1973-1974.

1960-1974

F/19/20354

Alsace-Lorraine : affaires communales.

1941-1977

Dossier 1

Retraite des employés et agents des collectivités territoriales

1941-1977

Dossier 2

Finances

1944-1955

Dossier 3

Comptabilité

1957 et 1961

Dossier 4

Réglementation des marchés passés par les communes et établissements communaux d'assistance et de bienfaisance

1945-1951

F/19/20355

Alsace-Lorraine.

Dossier 1

Nationalité des personnes nées après 1918

1945-1948 et 1971

Dossier 2

Tribunal administratif : compétence et personnel

dont

* dossiers sur Willy Bessel et Georges Guldner, conseillers ; sur Henri Eschbach, président ; sur Alphonse Kapps, secrétaire-greffier adjoint ; sur Robert Lux, conseiller ; sur Benoît Mariadassou,

secrétaire-greffier adjoint.

1944-1958

Dossier 3

Tribunaux arbitraux d'assistance

1946-1948

F/19/20356

Alsace-Lorraine.

Dossier 1

transports : affaires diverses (dossiers cotés a à o)

dont :

a) projet de convention révisée pour la navigation du Rhin, 1945.

1945-1958

Dossier 2

PTT : affaires diverses (dossiers cotés p à v).

p) attribution du des dir des postes en Alsace-Lorraine, 1947.

q) unification législative, 1947.

r) livrets allemands de caisse d'épargne, s.

s) tricentenaire du rattachement : radiodiffusion de conférences sur l'Alsace, 1948.

t) unification législative, 1949.

v) loi n° 53-1191 du 2 décembre 1953 sur le régime des PTT en Alsace-lorraine.

1947-1953

F/19/20357-F/19/20358

G) ENSEIGNEMENT PRIVE

F/19/20357

Enseignement privé.

1942-1957

Dossier 1

Affaires diverses (dossiers cotés a à h)

a) effectifs des écoles publiques et privées, 1920-1942.

b) universités catholiques et protestantes, 1942- 946 (presse).

c) capacité des enseignants du privé, 1945.

d) tombolas, 1945.

e) bourses départementales et communales, 1951.

f) cantines scolaires, 1951.

g) caisse départementale scolaire, 1951.

h) oeuvres éducatives, 1951.

1942-1951

Dossier 2

Application de la loi Falloux, notamment : circulaire du ministre de l'Education nationale du 11 janvier 1950 et avis du Conseil d'Etat des 20 avril 1950 et 30 novembre 1954 sur l'art. 69 de la loi,

voir dact. p. 21 n°220.

1949-1954

Dossier 3

Loi Barangé (notes et correspondance)

1951-1952

Dossier 4

Enseignement privé dans le Haut-Rhin

1951-1954

Dossier 5

Application de la réforme scolaire en Alsace, notamment "petite réforme" de l'enseignement confessionnel

1956-1957

F/19/20358

Enseignement privé : subventions accordées par départements (Pas-de-Calais à Tarn-et-Garonne), principalement à des établissements congréganistes.

1945